

● **DMITRY MEDVEDEV ACHÈVE SA VISITE**

Développement des relations d'une façon significative

(P3)



LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● **CRISE EN CATALOGNE**

Madrid expose ses forces par les menaces

(P19)

CONSTRUCTION ET LIVRAISONS DES LOGEMENTS :

L'Etat a bien lancé son plan d'urgence



Malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour résorber le problème des logements celui-ci est toujours critiqué par les citoyens voire les responsables eux-mêmes. Des citoyens remarquent bien l'existence des logements prêts, à vue d'œil, mais non encore livrés. Ce qui leur fait poser la question qui brûle leurs lèvres, pourquoi l'Etat n'a pas procédé à leur distribution ?

D'autres, remarquent, par ailleurs, que certains chantiers sont à l'arrêt pour des raisons qu'ils ignorent et se posent également la question de savoir pourquoi l'Etat ne réagit pas pour régler ce problème qui génère un grand retard ?

(Lire en Page 4)

● **COOPÉRATION ALGÉRO-JAPONAISE**

L'Algérie considérée comme un partenaire stratégique

(P5)

● **POUR FAIRE FACE À LA CRISE**

Une nouvelle approche économique et financière

(P24)

IRAK

La justice ordonne l'arrestation des organisateurs du référendum kurde



Un tribunal à Bagdad a ordonné mercredi l'arrestation de la présidente et des deux membres de la Commission ayant organisé le référendum d'indépendance au Kurdistan irakien, a indiqué à l'AFP Abdel Sattar al-Bireqdar, porte-parole du Conseil suprême de la magistrature.

Cette décision a été rendue après que la justice a été saisie par le Conseil de la sécurité nationale, présidé par le Premier ministre irakien Haider al-Abadi et où siègent plusieurs ministres, a-t-il précisé.

Hendren Saleh, la présidente de la commission, ainsi que Yari Hadji Omar et Wahida Yofa Hermez "ont organisé le référendum en contrevenant à la décision de la Cour suprême" irakienne, a-t-il fait valoir. La Cour suprême, plus haute instance judiciaire centrale, avait décidé le 18 septembre de suspendre cette consultation dans la région autonome du Kurdistan, la jugeant contraire à la Constitution.

L'ordre d'arrêter les responsables de l'organisation du référendum a été rendu par le tribunal de Rassafa, la rive est du fleuve Tigre, qui englobe la moitié de la capitale irakienne.

Elle empêche de fait les trois responsables kurdes, qui avaient effectué de nombreuses navettes pour rencontrer des responsables à Bagdad à l'approche du référendum, de circuler dans les provinces irakiennes, hors des trois gouvernorats de la région autonome.

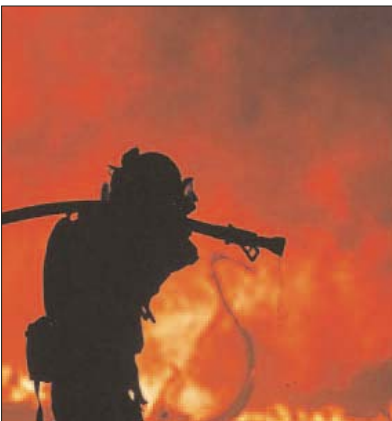
Exactement deux semaines après une victoire massive du "oui" lors de cette consultation controversée, la crise continue de s'envenimer entre Erbil et Bagdad.

Lundi, le gouvernement central avait annoncé de nouvelles mesures de rétorsion économiques et judiciaires contre le Kurdistan irakien, multipliant les menaces sans toutefois détailler ses décisions.

Mercredi, plus tôt dans la journée, la Cour suprême irakienne s'était déclarée incompétente pour statuer sur le sort des députés du Parlement central à Bagdad ayant promu le référendum d'indépendance au Kurdistan irakien ou voté lors de cette consultation.

TURQUIE

Quatre morts dans une explosion dans une raffinerie



Quatre personnes ont été tuées et deux blessées mercredi dans une explosion qui s'est produite dans une raffinerie dans l'ouest de la Turquie, ont rapporté les médias. L'explosion a eu lieu dans une raffinerie de la compagnie pétrolière TÜPRAS, plus grande compagnie industrielle de Turquie, dans la province d'Izmir.

"Quatre personnes ont perdu la vie et

deux ont été blessées. C'est un accident (...), il n'y a pas eu d'intervention extérieure, ce n'est pas une attaque", a déclaré à l'agence de presse Anadolu le sous-préfet du district d'Aliaga, Bayram Yilmaz.

La compagnie a confirmé dans un communiqué qu'une explosion avait eu lieu lors de travaux de maintenance sur un des réservoirs de production, sans faire de victime dans un premier temps.

Entrée en service en 1972, la raffinerie de TÜPRAS à Izmir est une des plus grandes du pays avec une capacité de traitement de 11 millions de tonnes de pétrole brut par an, selon le site de la compagnie.

BRÉSIL

Première victoire de Temer face aux accusations du parquet



Le président brésilien Michel Temer a obtenu un premier soutien mardi, de la part d'un rapporteur de commission à la Chambre des députés, dans ses efforts pour échapper à un procès pour "obstruction à la justice et participation à une organisation criminelle".

Bonifácio de Andrada, rapporteur et, à 87 ans, doyen des députés, a donné un avis favorable pour que la Commission de la Constitution et de la Justice (CCJ) recommande que la procédure enclenchée par le parquet contre le président n'aille pas jusqu'à un procès devant la Cour suprême.

Le chef de l'État avait déjà réussi en août à écarter une première procédure, lancée contre lui par le parquet pour "corruption passive", en s'étant assuré le vote d'une majorité des députés défavorables à son procès.

"Les tentatives pour impliquer le président Michel Temer et ses ministres sont sans fondement constitutionnel", a déclaré M. de Andrada. "Je conclus donc à l'impossibilité d'autoriser la poursuite de cette demande de mise en examen du président de la république".

Il appartient désormais à la CCJ de voter pour savoir si elle suit l'avis de son rapporteur, un avis non contraignant, avant de la soumettre au vote devant une séance plénière de la Chambre des députés.

Si les deux tiers des parlementaires (342 sur 513) considèrent la demande recevable, le président sera écarté du pouvoir pour six mois, le temps d'être jugé.

M. Temer a été accusé, ainsi que deux de ses ministres et des membres de son parti de centre droit, le PMDB, d'avoir mené une organisation criminelle qui a coûté à l'État en détournements de fonds 587 millions de réals (160 millions d'euros au taux actuel). Les avocats de Michel Temer -- premier président en exercice formellement accusé de corruption -- ont dénoncé la semaine dernière une "mascarade", ajoutant que "les accusations (étaient) exclusivement fondées sur des déclarations (...) de mal-fauteurs", sans preuves.

Les deux procédures contre Michel Temer se fondent sur des délations faites en échange d'une immunité par les frères Wesley et Joesley Batista, patrons du grand groupe de viande JBS, enregistrement audio à l'appui. Mais les deux hommes ont été incarcérés depuis après avoir dissimulé des informations à la justice.

JAPON

Éruption d'un volcan, les habitants mis en garde

Les autorités locales ont ordonné aux habitants de ne pas s'approcher du volcan de 1.420 mètres d'altitude environ, entré en activité mercredi à 5h34 du matin heure japonaise. Le mont Shinmoedake, un volcan de l'île de Kyushu (sud du Japon), est entré en éruption mercredi pour la première fois depuis six ans et ses riverains ont été mis en garde après qu'il eut craché un long nuage de cendres. Les autorités locales ont ordonné aux habitants de ne pas s'approcher du volcan de 1.420 mètres d'altitude environ, entré en activité mercredi à 5h34 du matin heure japonaise. L'agence météorologique du pays a notamment prévenu du risque d'explosion de vitres en raison de violents souffles d'air causés par l'éruption.

Les cendres se sont répandues. Les cendres se sont déjà répandues jusqu'à 2 kilomètres autour du cratère, et leur panache "a atteint une hauteur de 300 mètres quand le volcan est entré en éruption", selon un responsable de l'agence météorologique. L'éruption va continuer et "devenir plus active", a-t-il prévenu. Les autorités avaient anticipé l'éruption après avoir détecté 90 secousses sismiques le 5 octobre à proximité du volcan, apparu au cinéma dans le James Bond "On ne vit que deux fois" (1967).

Secoué régulièrement. Situé en plein sur la ceinture de feu du Pacifique, l'archipel nippon est régulièrement secoué par des tremblements de terre et des éruptions, parfois mortelles, de ses nombreux volcans. Le 27 septembre 2014, l'éruption surprise du Mont Otake, dans la préfecture de Nagano (centre), avait été la plus meurtrière depuis près de 90 ans. Une soixantaine de personnes étaient mortes dans cette zone prisée des randonneurs et connue pour ses spectaculaires couleurs d'automne.

BELGIQUE

Un suspect inculpé en lien avec les attentats de mars 2016

La justice belge a inculpé un nouveau suspect en lien avec les attentats ayant fait 32 morts dans le centre et à l'aéroport de Bruxelles le 22 mars 2016, a annoncé le parquet fédéral mercredi sans préciser son rôle présumé. Le suspect de nationalité belge, âgé de 39 ans, est identifié comme "Brahim T.". Il est inculpé de "participation aux activités d'un groupe terroriste, assassinats dans un contexte terroriste, tentatives d'assassinats dans un contexte terroriste, comme auteur, coauteur ou complice", a indiqué le parquet dans un bref communiqué.

Cette annonce intervient après que les médias belges avaient fait état mardi d'une dizaine de perquisitions, dont une dans un magasin où les auteurs de ces attaques auraient acheté "du matériel" pour la fabrication des bombes utilisées. Le 22 mars 2016, trois kamikazes s'étaient fait exploser à l'aéroport international de Zaventem et dans le métro de la capitale belge, faisant 32 morts. L'enquête a montré qu'ils appartenaient à la même cellule que celle qui avait semé la mort à Paris le 13 novembre 2015, dans des attaques coordonnées qui avaient fait 130 morts. Jusqu'à présent, neuf hommes ont été inculpés dans l'enquête sur les attentats de Bruxelles, dont Mohamed Abrini et Osama Krayem, un Belge d'origine marocaine et un Suédois d'origine syrienne qui sont par ailleurs accusés d'avoir participé à la préparation des attaques de Paris.



DMITRY MEDVEDEV ACHÈVE SA VISITE

Développement des relations d'une façon significative

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et son homologue russe, Dmitry Medvedev, ont fait part, mardi à Alger, de leur détermination à poursuivre les efforts en faveur du rééquilibrage du marché pétrolier, notamment par la mise en œuvre de l'Accord de Vienne relatif à la réduction de la production.

Les relations entre l'Algérie et la Russie se développent de manière "prometteuse", a déclaré mardi à Alger le Premier ministre russe, Dmitry Medvedev, mettant en évidence une convergence de vues entre les deux pays sur plusieurs questions internationales. "Nous avons constaté que les relations entre l'Algérie et la Russie sont en train de se développer de façon significative" (Dmitry Medvedev) "Nous avons constaté que les relations entre l'Algérie et la Russie sont en train de se développer de façon significative", a indiqué M. Medvedev à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Il a relevé avoir eu des discussions "fructueuses" avec les responsables algériens ayant abouti à de "nouvelles approches" dans le domaine économique et de nouveaux investissements dans divers domaines intéressants les deux pays, notamment dans les secteurs de l'énergie, des technologies de pointe et dans d'autres volets de coopération où "nous avons un potentiel vraiment

énorme à développer ensemble", a-t-il ajouté. Le Premier ministre russe qui a indiqué avoir transmis au Président Bouteflika les salutations du Président Poutine, a mis en avant l'"amélioration permanente" des relations algéro-russes, tout en rappelant les "bonnes bases" sur lesquelles ont été fondées les relations diplomatiques entre les deux pays. M. Medvedev a, par ailleurs, indiqué avoir évoqué avec le chef de l'Etat des questions internationales, notamment la lutte antiterroriste et la nécessité de trouver des solutions aux différents conflits dans le monde. "Nous avons constaté que les positions aussi bien algériennes que russes sont plutôt convergentes et les ministères des Affaires étrangères des deux pays resteront en contact en vue de coordonner leurs efforts sur la base du respect du droit international", a-t-il souligné, exprimant ses remerciements au président Bouteflika et au Premier ministre, Ahmed Ouyahia, pour "la réussite de cette visite". "Les positions algérienne et russe sont totalement convergentes sur la baisse de la production conformément à ce qui a été convenu à Vienne", a précisé M. Medvedev lors d'une conférence de presse en marge de la signature de cinq accords de coopération entre les deux pays. Il a ajouté que son pays "souhaite poursuivre ces efforts et continuer à discuter de la question avec tous les pays concernés".

RESPECTER LES ENGAGEMENTS CONCERNANT L'ACCORD DE VIENNE

"Il importe au plus haut point de suivre la mise en œuvre de cet accord par tous les partenaires", a estimé le Premier ministre russe, saluant par là-même le respect par l'Algérie des niveaux de production fixés dans ledit accord qui, a-t-il dit, "aidera à stabiliser les marchés pétroliers et les prix à des niveaux raisonnables, permettant d'accroître les recettes et de créer ainsi de nou-

velles opportunités de croissance". M. Medvedev a en outre salué les efforts de l'Algérie en faveur d'un dialogue autour de la stabilité des marchés pétroliers, évoquant la lettre adressée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, début 2015, à son homologue russe et à nombre de chefs d'Etat de pays producteurs de pétrole. Ces efforts, a-t-il dit, ont permis de lancer l'initiative de Vienne qui a été sanctionnée par la signature, en décembre 2016, d'un accord de réduction de la production par les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et onze (11) pays producteurs non membres de l'OPEP. "Le dialogue se poursuit sur l'accord de Vienne en vue de garantir le respect de sa mise en œuvre". M. Ouyahia a affirmé, pour sa part, que le "dialogue se poursuit sur l'accord de Vienne en vue de garantir le respect de sa mise en œuvre" se réjouissant de la rencontre qui a regroupé récemment le président russe, Vladimir Poutine et le souverain saoudien, le roi Selman Ben Abdelaziz Al Saoud, concernant notamment le volet relatif aux hydrocarbures qui constituent "un secteur vital" pour l'Algérie. Le Premier ministre a souhaité que l'application de l'accord se poursuive en vue d'une augmentation des cours du pétrole. Il a, par ailleurs, salué la contribution de la Russie à la mobilisation des parties signataires, en particulier les pays producteurs hors OPEP afin de parvenir à l'accord de Vienne, affirmant que les "intérêts vitaux des deux pays convergent en matière d'hydrocarbures, en ce sens qu'ils constituent le fondement de l'économie algérienne et ont leur poids également dans l'économie russe". Le Premier ministre russe, Dmitry Medvedev, a achevé mardi soir sa visite officielle de deux jours qu'il a effectuée en Algérie à l'invitation du Premier ministre, Ahmed Ouyahia. M. Medvedev a été salué à son départ à l'aéroport international



Houari-Boumediene par M. Ouyahia et des membres du gouvernement. Le Premier ministre russe a été reçu, lors de sa visite, par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et s'est entretenu avec le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja, et le Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Asma H.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Double défi, encourager les retours, décourager les départs

Le thème des cerveaux auto-exilés n'a pas occupé la scène politique. La fuite des cerveaux ou l'exode des cerveaux. Phénomène qui a longtemps hanté l'esprit des pouvoirs publics. Tant les présidents que les gouvernants qui se promettaient à la fois d'y mettre fin et de réunir les conditions pour que les cadres qui ont quitté le pays puissent trouver ici, dans leur pays, les facilités nécessaires à leur réinsertion. Promesses difficiles à exhausser. Alors, autant créer les conditions pour retenir chez eux ceux qui ne sont pas encore partis et mettre fin à cette hémorragie de compétence. Double défi qui demande encore à être relevé. A la fin années 80, une décision fut prise de mettre en retraite les cadres supérieurs de l'Etat qui cumulaient au moins 20 années dont dix par décret. Ainsi, des quadragénaires ont été mis à la retraite. Puis, une décision fut prise d'élaborer le fichier central des cadres pour affecter les cadres précocement retraités et les cadres "marginalisés" aux postes où ils seraient rentables. La survenance de la tragédie nationale avait permis d'ajourner le recensement et les placements. Ne restait plus en place en tant que le projet à concrétiser de la réinsertion des cadres installés à l'étranger. Des cadres restés au pays tirent la sonnette d'alarme. Il serait plus urgent de s'occuper d'eux pour les empêcher de céder à la tentation de rejoindre leurs aînés à l'étranger. Le développement du pays a besoin de toutes ses compétences, tant celles installées en Algérie que celles qui se sont "exilées" à l'étranger. Comment utiliser les compétences nationales installées à l'étranger au service du développement du pays ? Quel rôle doivent jouer ces compétences nationales dans la relance du développement du pays ? Un thème aux enjeux difficilement gagnables. Un défi pas facile à gagner. Nous rappelons la conférence débat tenue par trois éminents spécialistes, à savoir le Professeur Mustapha Khiati, chef du service pédiatrie à l'EPH El Harrach, Président de la Forem, Mr Mustapha Benyahia Président de l'association Algéro- Danoise, et le Dr Madani Amar consultant aux Emirats Arabes Unis. Le professeur Khiati subordonna d'abord la réussite de ce projet portant sur la contribution des compétences nationales à l'étranger à l'existence d'une volonté politique. Les deux autres conférenciers sont également du même avis. La volonté existe. Mais cela ne suffit pas. Le professeur Khiati en énuméra les préalables. Il faut d'abord un fichier des compétences nationales exerçant à l'étranger. Ensuite, il faudrait une ouverture aux compétences et dans quel cadre. S'ouvrir à quels secteurs. Il faudrait ensuite placer le dossier auprès du Premier ministre pour lui garantir les conditions du succès et de l'efficacité ; le dossier bénéficierait ainsi d'une haute attention. Peut-on dire que l'Algérie est victime de la politique de discrimination positive prônée par exemple par la France à l'endroit de nos cadres candidats à l'émigration "professionnelle" ? Une attention particulière est apportée à la compétence de nos universitaires et de nos cadres qui sont très appréciés à l'étranger. Cela n'empêche pas, de mettre le paquet "sur nos diplômés" restés en Algérie. Il ne faut pas oublier que l'Algérie supporte tous les coûts de la formation du primaire jusqu'à l'université. C'est tout bénéfice "pour les pays d'accueil. Ils sont d'une valeur inestimable. Citons un cas au moins. Le Professeur Lyes Zerhouni qui a eu à gérer 30 milliards de dollars pour un laboratoire de recherche fort connu aux Etats-Unis. Les experts algériens d'origine sont éparpillés un peu dans le monde entier. 12 milles au Qatar, des milliers aux Etats-Unis, en France, en Malaisie. Il faut trouver les moyens de leur coopération ou de leur insertion, d'autant que leur cœur bat pour leur pays. Ils veulent être utiles et reconnus comme tels.

N. B.

ALGÉRIE-VENEZUELA

Les relations qui unissent les deux pays, "un modèle de coopération"

Les relations parlementaires entre l'Algérie et le Venezuela ont été mardi au centre d'un entretien entre le président de la commission des Affaires étrangères, de la coopération et de la communauté établies à l'étranger de l'Assemblée populaire nationale (APN), Si Afif Abdelhamid, et l'ambassadeur du Venezuela en Algérie, José de Jesus Sojo Reyes, a indiqué un communiqué de l'Assemblée. A ce propos, M. Si Afif a estimé que les relations qui unissent l'Algérie et le Venezuela sont "un modèle de coopération, notamment, à la lumière des dénominateurs communs tant au plan politique qu'économique". Les deux parties ont convenu de "la nécessité de consolider les relations parlementaires". Le défi pour les deux pays est "l'édification d'une économie créatrice de richesse en dehors de

l'exportation des hydrocarbures", a estimé M. Si Afif rappelant que "l'Algérie, et après avoir traversé une étape difficile dans les années 1990, a entamé une nouvelle ère de sécurité, de stabilité et d'effort pour la diversification de son économie grâce à la politique clairvoyante de son Excellence, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika". "Le paiement anticipé de la dette extérieure et la constitution d'une réserve de change pour faire face à la crise a été une sage décision", a-t-il ajouté. De son côté, l'ambassadeur vénézuélien s'est félicité du "niveau de la coopération bilatérale confortée par les efforts du Président Bouteflika, de l'ex-président vénézuélien, Hugo Chavez et de son successeur, M. Nicolas Maduro", soulignant les nombreux secteurs de coopération tels que l'agriculture et la

pêche. Au chapitre des relations internationales, les deux parties ont mis en avant "la convergence des vues à propos des plus importantes questions internationales et leur attachement au respect de la souveraineté des pays et au rejet de l'ingérence étrangère dans leurs affaires internes. Les deux responsables ont également mis l'accent sur "le soutien des peuples qui luttent pour leur indépendance à l'instar des peuples palestinien et sahraoui". A ce titre, les deux parties ont fustigé "les graves dérapages du service presse de l'ONU qui a dénaturé les déclarations d'intervenants ayant exprimé leur solidarité au peuple sahraoui lors des travaux de la 4e Commission de décolonisation avec la connivence de la partie marocaine", estimant qu'il s'agit-là d'un "grave précédent".

M. N.

CONSTRUCTION ET LIVRAISONS DES LOGEMENTS :

L'Etat a bien lancé son plan d'urgence

Malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour résorber le problème des logements celui-ci est toujours critiqué par les citoyens voire les responsables eux-mêmes.

Des citoyens remarquent bien l'existence des logements prêts, à vue d'œil, mais non encore livrés. Ce qui leur fait poser la question qui brûle leurs lèvres, pourquoi l'Etat n'a pas procédé à leur distribution ?

D'autres, remarquant, par ailleurs, que certains chantiers sont à l'arrêt pour des raisons qu'ils ignorent et se posent également la question de savoir pourquoi l'Etat ne réagit pas pour régler ce problème qui génère un grand retard ?

Les troisièmes et derniers, se demandant quel serait donc le sort de leurs dossiers qu'ils viennent de déposer pour un futur logement compte tenu des problèmes que rencontrent leurs concitoyens depuis plusieurs années ?

Des réponses, pour les premiers l'une des réponses est le problème des réseaux d'assainissements et d'autres travaux qui ne font pas parties des prérogatives du ministère de l'Habitat.

Pour les deuxièmes, il s'agirait en gros, des arrêts des travaux des chantiers pour causes, entre autres, de litiges entre différents partenaires, soit de financement, soit de règlement des travailleurs, soit de non-respect de quelques règles d'expertise, soit des problèmes d'ordre matériel. Quant aux derniers, ils n'auront qu'à patienter car, il faut bien le préciser, et sans vouloir défendre les responsables de l'Etat qui savent mieux le faire, mais la logique dicte qu'il faut d'abord terminer ceux lancés pour passer aux derniers.

Concernant le nouveau gouvernement d'Ouyahia, il y a lieu de noter le lancement de l'ensemble des projets de logements en suspens. Cela fait partie des priorités du département du ministre



Abdelwahid Temmar. Celui-là même qui a déclaré que "Notre priorité du moment est de procéder au lancement, dans les meilleurs délais possibles, des projets de logements affectés aux wilayas, mais qui enregistrent un retard, alors que les besoins des citoyens se font de plus en plus pressants".

Le ministre a estimé à "330.000 unités" le nombre de logements, toutes formules confondues -- dont pas moins de 87 mille logements location-vente AADL--, qui sont en souffrance à l'échelle nationale.

Il est "urgent" de lancer leur construction avant la fin de l'année 2017, a jugé Abdelwahid Temmar, annonçant que son département ministériel envisageait d'"introduire de nouvelles formules de logements et d'apporter des révisions aux formules existantes, dans le but d'alléger la trésorerie du pays et insufler au secteur du bâtiment une nouvelle dynamique".

"Nous privilégions les formules de logements qui ne reposent pas uniquement sur l'aide de l'Etat, mais qui permettent aussi bien aux promoteurs, aux citoyens ainsi qu'aux collectivités, de participer à leur financement", a ajouté le ministre. S'agissant de la réintroduction du LPA, (logement promotionnel aidé), formule gelée depuis 2012, il précise qu'elle est tributaire d'une somme de garanties et de mécanismes susceptibles d'éviter la reproduction des erreurs du passé.

"Il faut faire un état des lieux approfondi par rapport à ce qui a été réalisé dans le cadre de cette formule, d'identifier les insuffisances en vue d'apporter les correctifs nécessaires, avant d'envisager un retour à la formule du logement promotionnel aidé", a tenu à clarifier le ministre.

Là, il faut bien reconnaître que si l'Etat avait décidé de geler ce type de logements en 2012 c'est qu'il y a des motifs avérés. Des experts et des responsables du secteur ont examiné avec le ministère concerné les conditions d'une relance du LPA, sous une nouvelle forme.

Et la perspective est d'associer désormais le Fonds de garantie (Fgar), de façon à bien cerner le volet financier du projet et de préserver, aussi bien les intérêts des collectivités, que ceux des souscripteurs.

D'aucuns constatent qu'il y a une crise économique, d'où la nécessité de trouver des solutions, notamment en matière de financement. Il est donc important, voire indispensable d'aller vers

le partenariat public-privé en matière de financement pour la réalisation des projets. Des efforts sont également consentis dans la perspective de permettre au citoyen de suivre l'état d'avancement de son dossier de logement et connaître les droits et les obligations à distance, l'assainissement des dossiers et les agréments des promoteurs par voie électronique.

Et c'est de là qu'est intervenue l'idée du permis de construction électronique qui doit être maîtrisé dans son aspect juridique en coordination avec le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Concernant l'urbanisme, la révision du code du même nom s'avère donc nécessaire. Il faut étudier toutes les lois actuelles pour tenter de réviser ce qu'il y aurait à réviser ou adapter ce qui doit l'être dans la mesure où cette loi de l'urbanisme date de 27 ans ! Encore faut-il remarquer au passage, à titre indicatif et illustratif qu'il y a une anarchie dans l'urbanisme, un diagnostic est une urgence à faire vu l'importance du contrôle et l'usage de la technologie dans celle-ci.

LA RÉVISION DU PRIX DES LOGEMENTS LPP ET AADL

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a bien appliqué sa révision du prix du mètre carré des logements promotionnels publics (LPP) et ceux de location-vente (AADL), en prenant en considération l'utilisation de matériaux de construction produits localement.

Ceci afin d'encourager la production nationale qui permettra donc l'arrêt de l'importation des matériaux de construction destinés à ces logements.

Et ce n'est donc pas pour rien que le ministre avait demandé aux cadres du secteur de lui fournir un rapport clair et détaillé concernant le programme AADL1 et les délais de la clôture de ce dossier, outre le lancement

du programme AADL2.

Et c'est donc la pratique qui compte et voilà que les éléments de calcul du coût de construction et du prix de logement destiné à la location-vente (AADL) viennent d'être fixés par un arrêté interministériel publié dans le Journal officiel n°55 (voir les détails dans notre édition d'hier, ndr).

Concernant les problèmes rencontrés par les souscripteurs LPP quant à l'impossibilité d'obtenir des crédits en particulier les souscripteurs âgés, des rencontres devraient avoir lieu avec les banques dont le Crédit populaire d'Algérie (CPA), avec lesquelles la question de l'organisation des crédits sera débattue.

L'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) œuvre à étudier les méthodes devant faciliter l'obtention et le paiement des crédits. D'ailleurs le Directeur général de l'ENPI s'est bel et bien réuni récemment avec les représentants des souscripteurs.

Par ailleurs, il faut aussi retenir le fait que le ministre Temmar a effectivement lancé des travaux de réalisation de 330.000 logements prévus.

Il y a donc eu le lancement de la réalisation de ces 330.000 logements programmés au titre du programme de réalisation de 1.600.000 logements, dont 55.000 à Alger et 120.000 logements "AADL" ainsi que d'autres formules.

Il y a aussi les 50% des programmes de réalisation de logements qui sont prêts et qui attendent que soient réglés les problèmes ayant trait au foncier, à régler aussi en priorité.

Un programme de distribution de plus de 15.000 logements à l'échelle nationale, dont 1.860 unités dans la capitale, a d'ailleurs été bien lancé récemment. Il s'agit de 343 logements promotionnels publics (LPP) et 4.350 unités dans le cadre du programme AADL.

Saïd B.

RECouvreMENT DES ARRIÉRÉS FISCAUX

Le secteur financier a besoin d'une nouvelle dynamique

Lors du débat sur le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance relative au crédit et à la monnaie, la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation, a relevé mardi la nécessité, pour le secteur financier et l'ensemble de ses intervenants, de créer une nouvelle dynamique pour le recouvrement des arriérés fiscaux des hommes d'affaires, entreprises et sociétés privées, et particuliers, dans une démarche qui vient compléter le mécanisme de financement non conventionnel en vue de surmonter la conjoncture difficile que connaît le pays au double plan économique et financier. Dans son rapport préliminaire, la commission des affaires économiques et financières s'est interrogée, si le gouvernement avait mis en place tous les moyens nécessaires à une application efficace du mécanisme de financement non conventionnel et si l'ensemble des acteurs et partenaires économiques avaient été mobilisés pour la réussite de cette démarche.

La commission s'est également interrogée sur les délais d'évaluation du mécanisme non conventionnel, si elle se fera trimestriellement ou semestriellement.

La commission a par ailleurs souligné, dans son rapport, la nécessité d'œuvrer à trouver des moyens permettant de recouvrer les arriérés fiscaux des entrepreneurs, entreprises privées et particuliers, appelant à renforcer les mécanismes de contrôle dans le domaine de la dépense publique et des procédures de recouvrement fiscal.

Les membres du Conseil de la nation ont entamé le débat du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance relative au crédit et à la monnaie, lors d'une séance plénière présidée par M. Houbad Bouhaf, vice-président du conseil, en présence du ministre des Relations avec le parlement, Tahar Khaoua, du ministre des Finances, Abderrahmane Raouia et des cadres de son département.

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia a quitté la séance en raison d'un imprévu, a fait savoir le vice-président du conseil, qui a précisé que le ministre avait instruit d'enregistrer les interventions des membres du Conseil et de les lui faire parvenir. Au cours de la séance de débat, le sénateur Ibrahim Ziari du Front des forces socialistes (FFS) a souligné que M. Raouia n'avait pas à quitter la séance quelles qu'en soient les raisons. Il a

ajouté que le ministre des Finances n'a pas abordé lors de sa présentation du projet de loi, les répercussions négatives sur le citoyen au revenu limité, notamment concernant l'inflation et la dépréciation du dinar face au dollar et à l'euro, avant d'appeler à un dialogue inclusif pour la mise en place de solutions idoines aux problèmes que rencontre le pays, à travers notamment la mise en place de lois permettant de lutter contre la contrebande et le marché noir qui grèvent l'économie nationale.

PAS DE COMPARAISON

De son côté, le sénateur Mohamed Khelifa du Rassemblement national démocratique (RND) a précisé que les politiques économiques précédentes n'étaient pas en mesure de booster l'économie malgré le paiement anticipé des dettes et la politique d'épargne qui a allégé la crise.

L'intervenant a affirmé que l'on ne peut faire une comparaison entre les pays étrangers qui ont recouru au financement non conventionnel et l'Algérie car le niveau de croissance économique n'est pas le même. Il a proposé d'accélérer l'imposition d'une taxe sur la richesse, de geler définitivement l'importation des

produits de luxe, d'intégrer l'économie informelle dans l'économie officielle, d'améliorer les lois relatives à la fiscalité et d'activer les mécanismes de son recouvrement.

Pour sa part, le sénateur, Abdelkader Azzouz du Front de libération nationale (FLN), a indiqué que ce mode de financement n'est pas la solution idéale mais le plus réaliste pour couvrir le déficit du Trésor public qui pourra accumuler des ressources financières à travers de nouveaux mécanismes.

Selon M. Azzouz, ce mécanisme pourrait avoir de graves conséquences en l'absence d'un plan stratégique et des réformes profondes, ajoutant que "le financement non conventionnel n'est pas une "création" algérienne. Nous devons nous y adapter avec l'accompagnement nécessaire pour aboutir à l'autosuffisance et à la préservation de la valeur du dinar".

Le sénateur a souligné l'impératif de réduire le taux d'intérêt sur les crédits permettant aux investisseurs de réaliser leurs projets, appelant dans ce sens, au renforcement des capacités de recouvrement fiscal et à la promotion du partenariat entre le secteur public et privé.

Mourad N.

COOPÉRATION ALGÉRO-JAPONAISE

L'Algérie considérée comme un partenaire stratégique

L'ambassadeur du Japon en Algérie, Masaya Fujiwara, a affirmé mardi à Alger, que son pays considérait l'Algérie comme un partenaire stratégique et un acteur principal garant de la stabilité dans la région, saluant le bon niveau des relations bilatérales, indique un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Lors de l'audience que lui a accordée le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté établie à l'étranger de l'APN, M. Abdelhamid Si Affif, l'ambassadeur du Japon a mis en avant "le bon niveau des relations entre l'Algérie et le Japon qui célébreront prochainement le 55ème anniversaire de leur création, indiquant que le Japon considère l'Algérie comme un partenaire stratégique et un acteur principal garant de la stabilité dans la région".

"Toutes les conditions sont réunies pour établir une coopération stratégique entre les deux pays", s'est félicité M. Masaya Fujiwara.

Les deux parties ont mis l'accent sur l'importance de "renforcer les relations parlementaires entre les deux pays à travers les deux groupes d'amitié parlementaire.

Les deux responsables ont convenu de "l'importance d'échanger les visites et les expériences et de promouvoir la coordination et la concertation dans les fora parlementaires", précise la même source.

A cette occasion, M. Si Affif a présenté un aperçu sur la nouvelle composante de l'APN et passé en revue les réformes politiques importantes engagées par l'Algérie sous la direction du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika.

Le président de la commission a souligné que "la Constitution a consacré la démocratie participa-

tive, les libertés et les droits et conféré de nouvelles prérogatives au pouvoir législatif, en sus de redynamiser le rôle de l'opposition politique et de la diplomatie parlementaire", ajoute le communiqué.

M. Si Affif a évoqué en outre le rôle pionnier de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme et son expérience en matière de réconciliation nationale qui a jeté les bases de la paix et de la stabilité, s'érigeant en "modèle". Il a également estimé que "l'Algérie et le Japon sont des partenaires principaux dans la lutte contre le terrorisme".

Dans ce cadre, le président de la commission a réitéré l'attachement de l'Algérie aux principes de sa politique étrangère notamment en ce qui concerne le principe de non ingérence dans les affaires internes des pays, et le soutien des causes justes et des droits des peuples à l'indépendance et à l'autodétermination à l'instar des peuples palestinien et sahraoui.

Évoquant le volet économique, M. Si Affif a mis en exergue les défis économiques auxquels l'Algérie fait face dans ses démarches visant à diversifier l'économie nationale, soulignant que l'Algérie aspire à tirer profit de l'expérience des pays amis et partenaires, conclut le communiqué.

Pour la première fois, la branche retraite bénéficiera, d'une subvention d'équilibre de 500 milliards de dinars, qui est allouée dans le projet de loi de Finances (PLF) 2018, annonce le Directeur général de la sécurité sociale au ministère de Travail, Djaouad Bourkaib, qui était, mercredi matin, l'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

Outre cette subvention d'équilibre exceptionnelle, accordée par l'état et inscrite dans le PLF 2018, la CNR bénéficiera égale-



ment d'"une contribution de solidarité à hauteur de 1%, prélevée sur les opérations d'importations des marchandises pour la revente en Algérie", ajoute M. Bourkaib.

L'intervenant signale que la branche retraite connaît, ces derniers temps, "des difficultés pour des raisons universelles d'ordre démographique et de contexte économique" et que des mesures de redressement et de financement de ce déficit ont été prises dans le programme du gouvernement, qui a mis l'accent sur l'élargissement de la base cotisante, le renforcement du contrôle des employeurs, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et la non déclaration.

NÉCESSITÉ D'ÉLARGIR LES ACTIFS COTISANTS

L'invité de la rédaction de la chaîne 3 a, par ailleurs, insisté sur l'élargissement des actifs cotisants. "En Algérie, les taux d'activité et d'emploi sont relativement faibles. Il faut donc aug-

menter l'offre du travail par la création de nouveaux dispositifs, de nouveaux statuts plus adaptés à la réalité de notre économie" a-t-il argumenté.

M. Bourkaib affirme qu'actuellement "il y a plus de 12 millions d'assurés sociaux (affiliés inscrits qui disposent d'une carte de sécurité sociale), dont 6 millions seulement d'actifs (qui travaillent et cotisent). Le reste des assurés sociaux est composé des étudiants, des retraités et des ayants droit (membres de la famille d'un assuré social). Globalement, plus de 37 millions de la population bénéficient de la couverture sociale", souligne M. Bourkaib.

Évoquant le Fonds national de réserve des retraites, l'invité précisera qu'il a été institué au profit des générations futures, ajoutant que ce fonds "cumule, à ce jour, des ressources de 429 milliards de dinars et on attend 66 milliards de dinars supplémentaires pour l'année prochaine".

Lamia O.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BM ET DU FMI

L'Algérie participe aux travaux

SELON un communiqué du ministère des Finances, l'Algérie participera aux travaux des assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), qui se dérouleront du 12 au 16 octobre à Washington, a

Le communiqué a indiqué que le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, sera le représentant de l'Algérie à cet événement. En plus de sa participation au Comité de développement de la BM et du FMI, M. Raouya prendra également part à la plénière des assises de ces deux institutions financières mondiales, ainsi que les travaux du Groupe intergouvernemental des vingt-quatre (G24), précise la même source.

Le FMI ajuste légèrement à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Algérie. En marge de ces assemblées annuelles, le ministre rencontrera les premiers responsables de ces deux institutions de Bretton Woods, ainsi que certains de ses homologues et hauts responsables des institutions financières internationales et régionales présents à cet événement. Les assemblées annuelles des institutions multilatérales sont l'occasion de réunir les principaux responsables du monde économique et financier autour des dossiers importants relatifs au développement économique, à la conjoncture économique mondiale, à la lutte contre la pauvreté et au système financier international. Elles permettront également de procéder à une analyse et un échange de vues sur les politiques de réformes à engager pour répondre aux défis soulevés par les pays membres.

Khadija M.

AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Le PIB en plein croissance

LA CROISSANCE du PIB global de l'Algérie a été de 1,5% au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année 2016, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Quant au taux de croissance du PIB hors hydrocarbures, il a été de 2,1% au cours du deuxième trimestre de l'année 2017 (contre 3,5% durant la même période de l'année 2016), indique la même source. En valeurs courantes, le PIB du deuxième trimestre s'est accru de 5,9% (contre 4% durant la même période de l'année 2016). Cette évolution en valeur courante, et compte tenu de la croissance en volume du PIB, a ainsi conduit à une hausse du niveau général des prix de 4,4% au 2ème trimestre 2017 (contre 0,9% pour la même période de l'année écoulée), indique l'ONS. Pour rappel, la loi de Finances 2017 prévoit une croissance du PIB hors hydrocarbures de 3,9%. Dans son rapport mondial publié mardi dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a légèrement relevé à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Algérie sur 2017 et 2018. Cette institution financière internationale table désormais sur une croissance de 1,5% en 2017 contre 1,4% dans son pronostic d'avril dernier.

La croissance de l'Algérie devrait baisser un peu moins que prévu en 2018 à 0,8% contre 0,6% projeté en avril, et reprendre de la vigueur à 2,4% en 2022, selon cette institution de Bretton Woods.

Kh. M.

ELECTIONS LOCALES

Les partis politiques appelés à présenter des "programmes prometteurs"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a appelé, mardi depuis Ghardaïa, les partis politiques à présenter des "programmes prometteurs" lors de la campagne électorale des élections locales (APC et APW) du 23 novembre prochain, en vue de "renforcer le socle démocratique et consacrer les nouvelles valeurs constitutionnelles".

"Les prochaines élections locales sont une opportunité pour consolider l'expérience démocratique et consacrer les nouvelles valeurs instituées dans la nouvelle constitution par le président de la République. C'est pourquoi, les partenaires politiques (partis) sont appelés à présenter des programmes électoraux prometteurs en prévision de la campagne électorale qui s'ouvrira dans les semaines à venir", a indiqué M. Bedoui lors d'une réunion avec les notables et élus de Ghardaïa au terme de sa visite dans cette wilaya. Après avoir appelé les citoyens à "se rendre massivement aux urnes" le 23 novembre prochain, M. Bedoui a souligné

que ce rendez-vous électoral "revêt une importance particulière", vu qu'il permettra d'élire des assemblées locales qui auront à relever de nombreux nouveaux défis dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle loi relative aux collectivités locales qui "consacrera la décentralisation, de l'application de la nouvelle politique économique et d'un nouveau système fiscal fondé sur l'initiative locale", a-t-il précisé.

M. Bedoui a souligné que la réconciliation nationale initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika et plébiscitée par le peuple algérien représente aujourd'hui une valeur humaine "à dimension universelle et demeure un modèle pour tous les pays du monde qui aspirent à la paix et à la stabilité".

Après avoir salué l'Armée nationale populaire (ANP) ainsi que les autres corps de sécurité pour leurs efforts au service de la préservation de la sécurité et de la protection des frontières, M. Bedoui a estimé que la protection des frontières nationales participe de la défense des martyrs de la Guerre de libération nationale et des martyrs du devoir

national durant la tragédie nationale. Le ministre a salué la population de Ghardaïa qui a fait face aux tentatives d'atteinte à la sécurité et à la stabilité des villes aux dimensions socio-historiques.

Au volet économique, M. Bedoui a invité les investisseurs dans cette wilaya à élargir les perspectives de développement par des modèles "modernes et développés", soulignant que le Gouvernement "ne ménagera aucun effort pour continuer à soutenir cette wilaya".

Il a rappelé que le président de la République voue un grand respect aux habitants du Sud et de la wilaya de Ghardaïa, assurant qu'il transmettra au chef de l'Etat les revendications des notables de la wilaya relatives à la libération des personnes arrêtées en rapport avec les événements qu'a connus Ghardaïa ces dernières années.

Des élus locaux ont adressé leurs remerciements au président Bouteflika pour les efforts qu'il a déployés en faveur du rétablissement de la paix et de la stabilité en Algérie.

L. O.

PÉNÉTRANTE DE BEJAIA Mise en circulation d'un nouveau tronçon de 10 km

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a procédé, à la mise en service d'un nouveau tronçon de 10 km de la pénétrante devant relier le port de Bejaia à la localité d'Ahnif (Bouira), portant ainsi, le parcours livré et fonctionnel, à 52 km, soit plus de la moitié de l'ouvrage total. Cette nouvelle tranchée autoroutière, relie la localité de Biziou, à 65 km à l'ouest de Bejaia à Takerietz et reste éminemment stratégique, en ce sens ou elle permet désormais de contourner la ville d'Ighzer Amokrane, lieu habituel d'un engorgement et d'une congestion du trafic, que d'aucuns considèrent insupportable.

Parfois, il faut plusieurs heures, pour traverser l'agglomération d'un bout à l'autre, notamment en période de pluie et aux heures de pointe. Cette inauguration a enchanté, visiblement, toutes les agglomérations alentour, comme en témoigne la foule nombreuse, ayant pris part à la cérémonie d'ouverture. Le ministre a, à l'occasion, rassuré l'assistance, quant à la volonté des pouvoirs publics d'achever dans les meilleurs délais les sections restantes, notamment celle, devant aller de Takérietz à El Kseur par Sidi-Aich, longue de 26 km et qui constitue une étape déterminante dans la conduite du projet. Les travaux patinent quelque peu à Sidi-Aich, à cause des difficultés en rapport avec le creusement d'un tunnel de 1,2 km sur le site, mais au-delà, la situation se présente sous de meilleurs auspices. Il n'y a plus de problèmes ni techniques, ni d'ordre financier, a-t-il rassuré, soulignant que les tronçons qui restent à achever seront immédiatement mis en service, exhortant les entreprises sur place à redoubler d'efforts pour ce faire. Une même tonalité du discours a été adressée aux autres chantiers stratégiques de la wilaya, qui relativement accusent beaucoup de retards, notamment le projet de l'échangeur des quatre chemins, à la sortie sud-Est de Béjaia ou celui relatif à l'aménagement des gorges de Kherrata.

Idir A.

Un notable de la tribu des Ouled-Khelouf composée des communes d'El-hammadia, Rabta., El-Ecu et K'sour vient de disparaître à l'âge de 85 ans Il s'agit d'Abdelkader Boukhemis surnommé "Le Taleb" : Un nom qu'il a acquis durant la Lutte de libération nationale suite à sa désignation par le FLN-ALN comme Taleb devant enseigner le Coran dans le maquis ; Figure emblématique pour toute la région de Bordj-Bou-

Arrieridj, et en particulier pour sa tribu Ouled-Khelouf, le défunt fait partie d'une génération profondément marquée par les séquelles de la répression coloniale. Les gens de la région voyaient en lui un homme connu pour sa générosité, en fervent défenseur de l'unité nationale, un notable qui s'est toujours posé en médiateur entre les tribus et les familles et un militant aguerri du FLN. Tout le monde se rappelle ici de sa participation,

il y a plus de deux décennies, à l'accord de paix et de réconciliation entre la tribu des Soumaâm et celle des H'malates relevant administrativement de la wilaya de M'sila. Pour rappel, le défunt a été l'un des élus intellectuels de la première APC d'El-hammadia en 1967, membre de l'APC élargie dans le cadre de l'application de la Révolution agraire et plusieurs fois responsable au sein des structures locales de l'ex-parti unique, le FLN.

ORAN

Nouveau plan de circulation adapté aux besoins des Jeux méditerranéens de 2021



La direction des transports de la wilaya d'Oran œuvre à mettre en place un nouveau plan de circulation adapté et répondant aux exigences des Jeux méditerranéens qu'abritera la capitale de l'ouest du pays en 2021. Le directeur des transports de la wilaya d'Oran, Mokhtar Rezzoug, a indiqué à l'APS que tous les projets programmés au profit de son secteur ont pris en ligne de compte la dynamique de développement que connaît la wilaya et les besoins et exigences des JM 2021. Il a estimé que le secteur des transports revêt une importance capitale pour la préparation et l'organisation d'une telle manifestation sportive à dimension internationale. Le secteur est pleinement impliqué pour ce qui est du déplacement des délégations sur les réseaux routiers et les infrastructures de base du transport, également des espaces de pratique de diverses disciplines sportives comme le marathon et le cyclisme. "Même si le nouveau plan de circulation est fin prêt et doit être mis bientôt en œuvre, nous avons décidé de le peaufiner et de le parfaire pour qu'il soit plus adapté aux exigences de cette manifestation sportive", a fait savoir le même responsable, précisant que des bureaux d'étude spécialisés ont été invités à réfléchir sur les améliorations à apporter à ce plan afin de contribuer à la réussite de cet événement sportif. Dans ce sens, il est prévu des rencontres-débat et des consultations avec différents acteurs et

spécialistes pour apporter leur expertise avant l'achèvement de cette opération et la mise en œuvre de ce nouveau plan de circulation. Le même responsable a, en outre, annoncé que des mesures sont en voie d'être prises au niveau de sa direction et ce, en collaboration avec des services compétents de la wilaya, à l'instar de la sûreté de wilaya et Direction de la réglementation et des affaires générales (DRAG). L'objectif est d'harmoniser le système de transport avec le nouveau plan de la circulation d'Oran.

RÉORGANISER ET MODERNISER LES RÉSEAUX ROUTIERS

Ces services s'attèleront à réorganiser certains axes routiers et moderniser d'autres, notamment ceux situés dans des circuits menant vers des zones que fréquenteront les délégations sportives à l'instar du futur village méditerranéen, les infrastructures d'accueil, le port, l'aé-

roport et autres sites comme les stations de transport et la matérialisation des arrêts de transport urbain des bus et de taxis. Mokhtar Rezzoug a signalé que pour ce qui est des moyens roulants, une décision sera prise pour moderniser le parc à l'horizon 2021. Les opérateurs seront accompagnés dans ce cadre pour leur permettre de renouveler leurs moyens de transport tout comme les taxis. Le même responsable a également insisté sur la nécessité de changer les mentalités et les comportements et d'imposer une certaine professionnalisation de la corporation pour améliorer la qualité des services et répondre aux besoins des usagers. Concernant le projet d'extension du tramway d'Oran vers Belgaïd (Est d'Oran) qui abrite le futur village méditerranéen et l'aéroport international Ahmed Benbella (Es-Senia), il a signalé que le feu vert n'a pas encore été donné pour sa réalisation. Pour les besoins de cet important événement sportif que

constituent les JM 2021, M. Rezzoug a expliqué qu'un plan de circulation "spécial" sera mis en place au niveau de l'espace du village méditerranéen où se dérouleront des compétitions et les diverses activités sportives. Cette opération sera réalisée en collaboration avec des services compétents surtout le comité d'organisation des JM, la Direction de la jeunesse et des sports, des experts et des bureaux d'études spécialisés. La direction des Transports s'attèle aussi au lancement du projet de modernisation de la signalisation lumineuse au niveau de cette zone de Bir El Djir, son renforcement par d'autres feux tricolores à proximité du village méditerranéen, qui regroupera le complexe sportif de football doté d'une capacité de 40.000 places. Il est prévu également la création de sept nouveaux carrefours pour développer le réseau routier en prévision de ce rendez-vous sportif international, outre la modernisation de sept carrefours déjà réalisés. Des projets routiers sont également programmés dans la wilaya d'Oran. Il s'agit, entre autres, de la voie reliant l'aéroport international d'Es-Senia au 4ème périphérique sur une distance de 21 km et du 5ème périphérique long de 25 km. Ces deux infrastructures auront un impact positif sur le développement de la circulation de la wilaya d'ici 2021 et permettra de désengorger le réseau urbain, moderniser la circulation et de promouvoir le tourisme.

Houari B.

BATNA

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans la falsification de billets de banque

La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Merouana, (wilaya de Batna), a réussi à démanteler un réseau spécialisé dans la falsification de billets de banque et la saisie d'une somme de 700 000 dinars en coupures de 1 000 DA, en sus de matériel d'impression et une voiture de tourisme, a-t-on appris, lundi, auprès du groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale. Cette même source a affirmé que cette opération a eu lieu le 7 octobre courant, aux environs de 10 heures du matin, au cours de laquelle 3 individus

faisant partie de ce réseau ont été arrêtés, suite à des informations faisant état de la possession du conducteur du véhicule de faux billets, dans la ville de Merouana. Immédiatement, des points de contrôle ont été mis en place à travers la RN 86, reliant Merouana et Oued El Ma, en plus de la fermeture des axes secondaires, pour entrainer le conducteur vers la souricière qui lui a été tendue au lieudit Mechta El Ghirane, a précisé cette même source. Surpris par la présence des éléments de la gendarmerie nationale, le conducteur et son acolyte, des repris

de justice âgés de 30 et 31 ans, ont déchiré un paquet de faux billets qu'ils se sont empressés de jeter sur le bord de la route, avant leur arrestation durant laquelle ils ont fait preuve de violence, a-t-on ajouté. L'inspection du véhicule, et les deux individus arrêtés, a permis, selon cette même source, de mettre la main sur le montant de faux billets (de la catégorie de 1000 DA), 85 faux billets en coupures de 1000 DA et 4 bouteilles d'encre d'impression rouge, bleu, jaune, noir et d'autres substances utilisées pour l'opération de falsification. Les deux individus arrêtés ont été acheminés, avec le matériel saisi, au siège du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Merouana, a-t-on indiqué. La même source a ajouté que l'exploitation des déclarations des individus arrêtés a permis de connaître l'identité du principal présumé coupable dans cette opération de falsification, et de déclencher dès lors les procédures légales et le déplacement au domicile du concerné, sis dans la ville de Oued El Ma. Sur les lieux, il a été procédé à la saisie de certains produits utilisés pour la falsification des billets, dont 4 bouteilles d'encre d'impression de 500 ml, une imprimante avec scanner, en sus de l'arrestation d'un individu de 28 ans, n'ayant aucun antécédent judiciaire. Il est attendu, par ailleurs, que les présumés coupables soient présentés, mardi, devant le tribunal de Merouana, a-t-on souligné.

Ahmed Saber.

Réda B.

PRIX DE L'OR NOIR

L'Arabie saoudite propulse le pétrole au-dessus de 50 dollars

Les cours du pétrole continuaient de grimper mercredi en Asie, portés par l'optimisme des investisseurs sur un rééquilibrage du marché et la réduction de l'excès d'offre.



Vers 03h15 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en novembre, gagnait 10 cents à 51,02 dollars dans les échanges électroniques en Asie.

Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en décembre, progressait de trois cents à 56,64 dollars.

Des signes que les principaux producteurs d'or noir respectent mieux que prévu un accord de réduction de la production et que celui-ci pourrait être prolongé au-delà de mars 2018 ont poussé les cours à leurs plus hauts niveaux en plus d'une semaine.

"Le secrétaire général de l'Opep a lancé la tendance en suggérant que la croissance mondiale et le respect de l'accord Opep/non Opep avaient bien démarré le rééquilibrage des marchés du brut", a déclaré Jeffrey Halley, analyste chez Oanda.

Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole Mohammed Barkindo "a également laissé entendre que le cartel prendrait toutes les mesures nécessaires pour que cela continue, lors de la réunion du 30 novembre (à Vienne). Une foule de maisons de courtages ont fait écho à ce

point de vue tandis que l'Arabie saoudite a annoncé une réduction de l'offre meilleure que prévue, de 0,5 million de barils par jour en septembre", a-t-il dit.

"Des spéculations sur le fait que les producteurs de pétrole de schiste (américain) ont du mal à augmenter leur production et font face à une hausse des coûts expliquent probablement la performance du WTI au cours de la nuit", a-t-il ajouté.

La veille, le pétrole coté à New York et à Londres a terminé en nette hausse, les investisseurs misant sur un rééquilibrage du marché après l'engagement de l'Arabie saoudite à réduire ses exportations en novembre.

Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en novembre, référence américaine du brut, a progressé de 1,34 dollar, pour clôturer à 50,92 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a terminé à 56,47 dollars, en hausse de 68 cents par rapport à la clôture de lundi.

BAISSE DE L'OFFRE

"Le marché anticipe un rééquilibrage grâce à une baisse de l'offre après les déclarations de l'Arabie saoudite d'exporter

moins aux Etats-Unis", a réagi Bart Melek de TD Securities. Ryad s'est engagé à réduire ses exportations de pétrole pour le mois de novembre "de 560.000 barils à 7,15 millions de barils par jour", selon les analystes de Commerzbank.

Cette annonce est intervenue alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres producteurs, dont la Russie, sont engagés dans un accord de limitation de la production qui court jusqu'à mars 2018 et vise à rééquilibrer le marché mondial.

Une prolongation de cet accord est en discussion actuellement. La prochaine réunion de l'Opep est prévue pour la fin du mois de novembre à Vienne.

"L'année a été complexe pour l'Opep, notamment à cause de la hausse de près de 10% de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis alors même que le cartel essayait de réduire l'offre et de faire remonter les prix", a rappelé Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. Cela dit, le décompte des puits actifs aux Etats-Unis par le cabinet privé Baker Hughes a montré vendredi une activité hebdomadaire plutôt décevante sur le pétrole de schiste avec une baisse de 4 puits actifs. "Cela suggère que la production de pétrole de schiste ne redémarre pas de manière aussi

ferme que beaucoup l'avaient anticipé", a estimé Bart Melek.

L'industrie pétrolière américaine n'est pas engagée dans l'accord de baisse de la production; les exploitants de pétrole non conventionnels peuvent au contraire augmenter leurs extractions quand les prix du baril rendent leurs exploitations plus rentables. Les prix continuaient également à être soutenus par les suites de la tempête Nate qui s'est abattue le week-end dernier sur les côtes du Golfe du Mexique. "Au pic de la tempête, l'équivalent de 1,5 million de barils par jour de production de pétrole sur le Golfe du Mexique ont été inexploités. Au total, j'anticipe la perte de 8 millions de barils de production, ce qui pèse sur les prix", a réagi Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

L'IRAK VEUT CONCURRENCER LES EXPORTATIONS KURDES

L'Irak a décidé de réhabiliter un oléoduc sous son contrôle reliant la province disputée de Kirkouk au port turc de Ceyhan, dans le cadre de sa confrontation avec le Kurdistan depuis la tenue du référendum d'indépendance dans cette région autonome fin septembre.

Cet oléoduc construit dans les années 1980, à la faveur d'un accord entre l'Irak et la Turquie, avait une capacité nominale de 800.000 b/j. Mais il n'a jamais fonctionné à pleine capacité et son débit s'est réduit progressivement du fait des attaques à répétition après l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003. Le ministre du pétrole Jabbar al-Louaïbi a demandé à trois compagnies publiques "de mettre au point de manière urgente un mécanisme pour réparer et rénover complètement le réseau d'oléoducs acheminant le pétrole des champs de Kirkouk au port" de Ceyhan, a annoncé mardi un communiqué du ministère. Le porte-parole de

ce ministère, Assem Jihad, a précisé à l'AFP que ce plan avait été réclamé dans la foulée de la reconquête des zones traversées par l'oléoduc aux dépens du groupe extrémiste Etat islamique (EI). Avant que les jihadistes ne s'emparent en 2014 de près d'un tiers du pays, l'Irak acheminait encore entre 250.000 et 400.000 barils par jour via cet oléoduc vers la Turquie. Long de 970 kilomètres, il partait des champs pétroliers de Kirkouk, descendait vers Baiji plus au sud, avant de remonter vers Ceyhan en passant par le poste-frontière de Fichkhabour, dans le nord de l'Irak. Mais la région autonome kurde a construit un oléoduc parallèle, plus au nord à partir de Kirkouk, qui rejoint lui aussi Ceyhan en passant par Fichkhabour. Erbil avait alors déconnecté l'oléoduc irakien, qui ne fonctionnait plus.

L'oléoduc construit par les Kurdes, dont la capacité est de 600.000 b/j, est entré en fonction en novembre 2013.

L'exportation du pétrole sous contrôle kurde atteint en moyenne 550.000 b/j, dont la moitié est extraite des champs de Kirkouk, province qu'Erbil et Bagdad se disputent. Les Kurdes contrôlent depuis 2008 le champ de Khormala et ceux de Havana et de Bay Hassan depuis 2014 -- à la suite du chaos né de l'offensive des djihadistes --. Bagdad en contrôle trois autres --Baba, Jambour et Khabbaz-- mais ne peut exporter la production faute d'oléoduc fonctionnel. La décision de réhabiliter l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan et de le reconstruire avec la Turquie montre "la détermination" du gouvernement irakien à "renverser le fait accompli créé par les Kurdes ces dernières années", a déclaré à l'AFP Ruba Husari, experte du pétrole irakien. Bagdad "présente ceci comme une question de souveraineté", a-t-elle ajouté.

Farida B.

AMAZONIE

Des panneaux solaires pour une énergie propre

L'Amazonie est la dernière frontière de l'énergie au Brésil", observe Aurélio Souza, ingénieur brésilien qui installe des panneaux solaires pour permettre aux villages isolés de ne plus dépendre de groupes électrogènes. "Au moins deux millions d'habitants de la région n'ont pas accès à l'énergie moderne", insiste le responsable de ce projet mené par le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'agence environnementale brésilienne ICMBio. A part améliorer le quotidien des villageois, l'installation des panneaux solaires, sur le toit de l'école et d'autres bâtiments publics, a aussi pour but de préserver le "poumon de la planète", déjà malmené par la déforestation.

Dans les petits villages qui bordent les rivières Ituxi et Purus, dans l'ouest de l'Amazonie, les petits agriculteurs vivent en majorité dans de modestes maisons sur pilotis en bois, avec les toilettes à l'extérieur. Jusqu'ici ils dépendaient exclusivement de groupes électrogènes hautement polluants pour des choses aussi simples qu'allumer des ampoules pendant quel-

ques heures, faire un peu marcher la télévision ou maintenir les aliments au frais. "La réduction de consommation de diesel permet de diminuer l'émission de gaz à effets de serre et la dépendance des villages en énergies fossiles", explique Aurélio Souza. L'installation a débuté en juillet, au sein la réserve Médio Purus, qui regroupe environ 6.000 habitants, pour la plupart des pêcheurs ou de petits agriculteurs. Pour Francisca de Almeida, 30 ans, habitante du petit village de Cassiana, les panneaux solaires sont synonymes de retour sur les bancs de l'école. "Avant, nous n'arrivions pas à nous concentrer à cause du bruit du moteur et beaucoup de cours étaient annulés quand il manquait du carburant", rappelle-t-elle. Dans son école, les cours du soir sont dispensés à travers des programmes télévisés à distance captés par satellite. Grâce aux panneaux solaires, le système dispose de quatre heures d'autonomie.

NOUVEAUX HORIZONS

Un peu plus loin, à Jurucua, en suivant le cours de la rivière, où des femmes

lavent le linge et la vaisselle sur de petites plateformes de bois tout au bord de l'eau, les panneaux servent à alimenter en énergie un moulin pour fabriquer de la farine de yucca. Maria Francisca de Souza, qui à 54 ans n'a jamais eu l'eau courante chez elle, utilise une pompe électrique pour alimenter un réservoir avec de l'eau de rivière filtrée. Elle espère construire bientôt des toilettes dans sa maison. Une véritable révolution pour des villageois qui dépendent doublement du diesel: ils doivent aussi parcourir des heures en bateau à moteur pour acheter leur carburant et d'autres produits de première nécessité dans la ville de Labrea, au confluent des rivières Ituxi et Purus, à des prix bien plus élevés que dans des métropoles comme Sao Paulo. Le simple fait de maintenir un congélateur allumé plusieurs heures par jour coûte 400 dollars par mois de combustible pour alimenter le groupe électrogène. Grâce aux panneaux solaires, l'indépendance énergétique avance à petits pas, mais c'est souvent la seule alternative pour des villages délaissés par les services publics. "Le Brésil a mis en place des

politiques d'accès universel à l'énergie, mais les coûts sont trop élevés pour que tous les villages les plus éloignés disposent de réseaux électriques traditionnels", estime Aurélio Souza. Pour Irismar Duarte, vice-président d'une association d'habitants vivant sur les rives de l'Ituxi, les panneaux solaires ouvrent de nouveaux horizons. "Tout le monde cherche à innover et s'adapter aux changements", affirme-t-il. Son projet: augmenter la production d'açaï, fruit hautement énergétique dont de nombreux Brésiliens sont friands, notamment les surfeurs. Sans congélateur, impossible de conserver les fruits, réservés à la consommation locale. Grâce à l'énergie solaire, ils pourront être commercialisés dans d'autres régions. En attendant, le premier test des panneaux solaires fraîchement installés est un petit événement. Une fois le système connecté, les lumières s'allument pratiquement sans aucun bruit, loin du vacarme du groupe électrogène. "C'est un rêve, nous n'aurions jamais pensé que c'était possible", s'émeut Irismar Duarte.

Siham S.

PESÉES PAR LA CRISE EN CATALOGNE

Les Bourses européennes frileuses

Les Bourses européennes ont été hésitantes mardi, la perspective d'une potentielle déclaration d'indépendance en Catalogne pesant sur les marchés.

"Il n'y a pas énormément d'activité ni d'amplitude. Ce début de semaine est essentiellement marqué par la géopolitique", commente auprès de l'AFP Andrea Tuéni, analyste chez Saxo Banque. Le président séparatiste catalan, Carles Puigdemont, prononce en fin de journée un discours au cours duquel il pourrait proclamer l'indépendance de la région. De son côté, à Madrid, le chef du gouvernement conservateur, Mariano Rajoy, a averti qu'en cas de déclaration unilatérale d'indépendance, il pourrait suspendre l'autonomie de la Catalogne. Du côté des indicateurs, la production industrielle française s'est repliée de 0,3% en août. L'Allemagne a pour sa part enregistré un nouvel excédent commercial pour le même mois. Mais ces deux publications n'ont eu que peu d'impact sur les indices.

L'EUROSTOXX 50 A PERDU 0,32%

A Paris, l'indice CAC 40 a fini quasi stable (+0,04%, soit 2,18 points) à 5.363,65 points, dans un volume d'échanges modéré de 2,7 milliards d'euros. LVMH a fini en tête du CAC 40 (+2,24% à 237,40 euros). Dans son sillage, Kering a gagné 2,22% à 352 euros. Carrefour a lui aussi pris 1,84% à 17,15 euros. A l'inverse TF1 a perdu 1,61% à 13,11 euros. Dassault Aviation a lâché 2,18% à 1.345,55 euros et Safran 0,16% à 86,51 euros. Gemalto a reculé de 3,37% à 34,99 euros, tout comme Neopost (-2,79% à 33,41 euros). Mauna Kea a gagné 3,08% à 2,68 euros. A Francfort,



le Dax a perdu 0,21% à 12.949,25 points et le MDax 0,01% à 25.819,17 points. Le géant de la santé Fresenius Medical a terminé en queue de tableau, en baisse de 2,16% à 81,01 points suivi par sa maison mère, Fresenius SE, en baisse de 1,23% à 69,00 points. Les valeurs automobiles ont été bouddées par les investisseurs. Daimler a chuté de 0,93% à 67,98 euros et Volkswagen de 0,60% à 141,35 euros. La compagnie aérienne Lufthansa a pris 2,50% à 24,59 euros. L'indice FTSE-100 de Londres a pris 0,40%, soit 30,38 points, à 7.538,27 points. Les banques ont tiré leur épingle du jeu, avec Barclays (+0,88% à 190,00 pence), HSBC (+1,03% à 763,40 pence), Lloyds Banking Group (+0,83% à 67,10 pence) et RBS (+1,95% à 277,50 pence). Le secteur de la construction a également progressé: Barratt Developments a gagné 1,91% à 667,50 pence, Persimmon 2,34% à 2.761,00 pence et Taylor Wimpey 1,01% à 199,70 pence. Le groupe de défense britannique BAE Systems a perdu 0,32% à 616,50 pence. La chaîne de supermarchés Sainsbury's a pris 0,42% à 239,40 pence. Parmi les baisses du jour figurent plusieurs poids lourds de la cote, comme l'opérateur télécoms BT (-0,88% à 277,05 pence) ou encore le motoriste Rolls Royce (-0,82% à 912,00 pence). A Madrid, l'ibex-35 a lâché 0,92% à 10.142 points. Les banques ont souffert: Banco Santander a perdu 2,92%

à 5,61 euros, CaixaBank 2,22% à 4,04 euros, Bankia 0,95% à 3,98 euros et Banco Sabadell 0,48% à 1,66 euro. Le groupe autoroutier Abertis a fini en tête (+0,14% à 17,37 euros). Parmi les quelques valeurs dans le vert, figure également Aena (+0,03% à 151,00 euros). L'indice FTSE Mib de Milan a perdu 0,63% à 22.336 points. Moncler a réalisé la meilleure performance (+2,47% à 24,46 euros). Bonne séance également pour Mediaset (+1,78% à 3,2 euros), toujours porté par les spéculations sur des négociations avec Vivendi pour tenter de résoudre leur différend, et Saipem (+1,73% à 3,636 euros). En revanche, les banques, affectées par la proposition de la BCE de durcir les règles concernant la couverture des créances douteuses, étaient de nouveau en berne. Banco BPM a cédé 2,19% à 3,044 euros, Bper Banca 2,14% à 4,472 euros, UniCredit 1,97% à 16,95 euros et Mediobanca 0,92% à 9,115 euros. Unipol (-2,01% à 3,802 euros), Fiat Chrysler (-1,45% à 14,95 euros) ou Atlantia (-1,4% à 27,38 euros) ont aussi souffert. A la Bourse suisse, le SMI a terminé de justesse dans le vert à 9.267,17 points (+0,08%).

Le groupe suisse Givaudan, numéro un mondial des parfums et arômes, a terminé en tête du classement avec un bond de 3,11% (2.157 CHF) après la publication de résultats sur neuf mois supérieurs aux attentes. Les valeurs du luxe ont profité des bons résultats publiés la veille par le groupe LVMH. Richemont a gagné +0,96% (89,05 CHF) et Swatch +0,70% (400,60 CHF). Du côté des poids lourds de la cote, le géant de l'alimentation Nestlé a progressé de 0,36% (83,70 CHF), alors que les laboratoires pharmaceutiques ont poursuivi leur baisse. Novartis a perdu 0,65% (83,45 CHF) et Roche 0,32% (246,40 CHF). L'indice Bel-20 de Bruxelles a terminé quasi-stable (+0,02%) à 4.055,24 points. Parmi les cinq valeurs dans le rouge, le groupe chimique Solvay, seule entreprise belge cotée aussi au CAC 40, a perdu 1,03% à 124,90 euros. Le groupe d'assurances Ageas était stable à 40,15 euros. Sur les 14 valeurs dans le vert, le fabricant de produits d'hygiène Ontex a progressé de 1,15% à

29,84 euros. L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a fini quasi stable (-0,01%) à 541,14 points. Le spécialiste de la sécurité numérique Gemalto a perdu 3,37% à 34,99 euros et le groupe de médias et télécoms Altice 2,07% à 17,43 euros. Le groupe de travail temporaire Randstad a pris 3,25% à 54,27 euros. A Lisbonne, le PSI a terminé quasi stable (-0,05%) à 5.408,81 points, plombé par la banque BCP qui a reculé de 2,58% à 0,24 euro. Le groupe de BTP Mota-Engil a cédé 1,55% à 3,23 euros et le groupe pétrolier et gazier Galp Energia 0,40% à 15,02 euros. Vedette de la séance, l'électricien EDP a progressé de 1,13% à 3,04 euros.

WALL STREET POUSSÉ À UN NOUVEAU RECORD PAR WAL-MART

L'indice Dow Jones a gagné 69,61 points, soit 0,31% à 22.830,68. Le S&P-500, plus large, a pris 5,91 points, soit 0,23%, à 2.550,64. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 7,52 points (+0,11%) à 6.587,25 points. De bons résultats, ainsi que l'espoir d'une réforme fiscale et d'un assouplissement des règles financières, ont fait monter les actions depuis début 2017. Le S&P 500 a battu son record tous les jours de la semaine dernière sauf vendredi, quand des chiffres mensuels de l'emploi mitigés sont venus le freiner. Wall Street s'est peu appesantie sur les tensions entre les Etats-Unis et la Corée du Nord ou les difficultés du président américain à faire passer sa réforme fiscale, dit un intervenant. "La seule crainte sur ce marché est de rater la hausse", note Dennis Dick, trader pour compte propre chez Bright Trading LLC. "Mais tout peut changer rapidement. Il y a des sujets s'inquiétude, comme la Corée du Nord. Il faut rester prudent." Mais les investisseurs jouent néanmoins la prudence en attendant de voir si la nouvelle saison de résultats trimestriels justifie le niveau élevé des valorisations. BlackRock et Delta Air Lines ouvriront le bal des résultats dès mercredi mais les choses sérieuses débiteront le lendemain avec les publications de JPMorgan et Citigroup. Les bénéficiaires des entreprises du S&P 500 sont attendus en hausse de 4,8%, selon les données Thomson Reuters, soit moins que la croissance à deux chiffres observée sur les deux premiers trimestres de l'année. Les résultats des grandes banques devraient être mitigés, selon JPMorgan.

P&G RECLE APRÈS L'ÉCHEC DE PELTZ

Aux valeurs, Wal-Mart Stores a bondi de 4,47%, en tête du Dow, après avoir

annoncé qu'il visait une hausse de 40% de ses ventes en ligne aux Etats-Unis au prochain exercice et annoncé un nouveau plan de rachat d'actions de 20 milliards de dollars (17 milliards d'euros) sur deux ans.

La progression du géant de la distribution a dopé l'indice des valeurs de la consommation de base qui a pris 1%.

Mais le repli de 0,54% de Procter & Gamble à la suite de l'échec l'investisseur activiste Nelson Peltz à entrer au conseil d'administration du groupe de produits de grande consommation a limité les gains du secteur.

Les valeurs de l'énergie ont été soutenues par la hausse sensible des cours du brut après l'annonce d'une réduction des exportations saoudiennes en novembre et des commentateurs de l'Opep et de sociétés de négoce signalant un rééquilibrage du marché après des années d'excédent.

Ailleurs, American Airlines a bondi de 4,8% et United Continental de 4,67% à la suite de bons résultats pour le mois de septembre malgré les tempêtes, et des prévisions encourageantes pour le troisième trimestre, des deux compagnies aériennes. Delta, qui publie mercredi, a gagné 1,85%.

Dans le secteur technologique, Nvidia a pris 1,91%. Le fabricant de semi-conducteurs a présenté la première puce destinée aux futurs véhicules entièrement autonomes.

Honeywell International a cédé en revanche 0,2% après avoir dévoilé une refonte de sa structure, passant par un recensement sur l'aéronautique et l'espace, ce qui est exactement à l'opposé de ce que réclamait le fonds activiste Third Point Capital depuis avril.

Sur le marché des changes, l'euro gagnait 0,63% à 1,1813 dollar, un pic d'une semaine, toujours soutenu par les déclarations de Sabine Lautenschläger, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), en faveur d'une réduction dès 2018 des achats d'actifs de l'institution.

Les obligations du Trésor américain ont limité leurs gains après l'intervention très attendue du président catalan Carles Puigdemont, qui a symboliquement déclaré l'indépendance de la Catalogne tout en gelant la mise en œuvre du processus afin de permettre un dialogue avec Madrid.

Environ 5,6 milliards d'actions ont changé de mains sur les marchés américains, en net retrait par rapport à la moyenne quotidienne de 6,1 milliards des 20 dernières séances.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 03 Octobre 2017

BILLETS DE BANQUE	ACHAT	VENTE
US DOLLAR 1 USD	113.4969	113.5119
EURO 1 EUR	132.7914	132.8657
POUND STERLING 1 GBP	150.6463	150.6862
JAPAN YEN 100 JPY	100.3332	100.3908
YUAN HONG KONG 1 CNH	17.0127	17.0198
SWISS FRANC 100 CHF	11619.2568	11625.5531
CANADIAN DOLLAR 1 CAD	90.6597	90.7079
DANISH KRONE 100 DKK	1789.6638	1790.1826
SWEDISH KRONA 100 SEK	1390.5015	1391.3671
NORWEGIAN KRONE 100 NOK	1416.2328	1417.3043
ARAB EMIRAT DIRHAM 1 AED	30.8953	30.9078
SAUDI RIYAL 1 SAR	30.2626	30.2690
KUWAIT DINAR 1 KWD	375.3204	375.7428
TUNISIAN DINAR 1 TND	45.8311	46.2917
MAROCCAN DIRHAM 1 MAD	11.9687	12.0423

Séance de cotation des valeurs mobilières du 03 Octobre 2017

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière 12 996 345,00
	EGH El Aurassi	515,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	660,00	Indice boursier théorique 1 209,918
	NCA-Rouiba	300,00	

USA

Du maïs génétiquement modifié pour être plus nutritif

Des chercheurs américains sont parvenus à modifier génétiquement du maïs afin qu'il produise un acide aminé contenu dans la viande, ce qui pourrait augmenter la valeur nutritive de l'une des cultures les plus importantes au monde.

Ces chercheurs se sont servis de la bactérie *Escherichia coli* (E. coli) afin de l'insérer dans du maïs et produire de la méthionine, un nutriment crucial pour la santé de la peau, des ongles et des cheveux.

Cette découverte pourrait bénéficier à des millions de personnes dans les pays en développement, qui dépendent grandement du maïs et pourraient réduire les coûts liés à l'alimentation animale, selon cette étude publiée dans le journal des Actes de l'Académie nationale des Sciences (PNAS).

"Nous avons amélioré la valeur nutritive du maïs", s'est félicité Thomas Leustek, co-auteur de cette étude et membre du département de biologie végétale de l'Université Rutgers.

"La plupart du maïs est utilisé pour l'alimentation animale, mais il manque de méthionine - un acide aminé clé- et nous avons trouvé un moyen efficace de l'ajouter", s'est félicité le chercheur.

Le soufre contenu dans la méthionine "protège les cellules contre les polluants, ralentit le vieillissement cellulaire et est essentiel pour absorber le sélénium et le zinc", selon l'étude.

Pour l'alimentation du bétail, l'industrie dépense actuellement des milliards pour ajouter de la méthionine synthétique au maïs, qui n'en contient pas naturellement.

Mais il s'agit d'un "processus coûteux et énergivore", selon Joachim Messing, à la tête de l'Institut Waksman de microbiologie et co-auteur de l'étude.

Selon celle-ci, la bactérie E. coli a provoqué une production de méthionine dans les feuilles de la plante, et la méthionine dans les grains de maïs a augmenté de 57%. Le processus n'a pas affecté la croissance des plantes.

Les scientifiques ont donné ce maïs génétiquement modifié à des poules. Ils en ont conclu qu'il était nutritif pour elles. "En principe, la technologie pourrait être rapidement déployée, dans quelques années", a assuré Thomas Leustek, soulignant toutefois que les réglementations en matière de technologies transgéniques pourraient constituer un obstacle au développement de ce processus.

Mais les chercheurs ont aussi découvert qu'il était possible de faire pousser du maïs contenant cet acide aminé sans le modifier génétiquement. Par exemple, en donnant aux plantes des nutriments riches en soufre, a-t-il expliqué, soulignant cependant que des travaux supplémentaires étaient nécessaires dans ce domaine.

Z.D.

ÉTATS-UNIS

Les incendies continuent de s'étendre en Californie

Les violents incendies qui font rage au nord de la Californie ont fait 15 morts, selon un bilan provisoire, et continuaient de s'étendre dans cette région viticole très touristique où les évacuations se poursuivent.



Napa et trois dans celui de Mendocino. Selon le Los Angeles Times, un quinzième mort est à déplorer à Yuba, dans le comté de Sutter.

Depuis dimanche, la quinzaine d'incendies qui ravagent cette région de Californie ont détruit plus de 2.000 bâtiments.

"Je me sens comme un sans-abri", lâche Barbara Baird, 70 ans, devant les ruines de sa maison à Santa Rosa (comté de Sonoma) dont certains quartiers ont été rasés par les flammes.

'STAR WARS'

Dans la petite ville de Calistoga, au cœur de la Napa Valley, célèbre pour ses vignobles d'exception, Ceebee Thompson décrit un spectacle digne de "Star Wars" comme "sur une planète où tout est brumeux et silencieux".

Le feu a obliqué juste devant sa maison: "Voir les flammes aussi près de nous, c'est vraiment déstabilisant", dit-elle. "Je ne veux plus jamais voir ça."

Au nord de Santa Rosa, un immense supermarché K-Mart, totalement ravagé, témoignait de la violence des incendies, qui ont provoqué la panique dans les régions viticoles de Napa, Sonoma et Mendocino. De nombreux viticulteurs ont été

contraints de fuir leurs propriétés.

Dans le seul comté de Sonoma, plus de 25.000 personnes ont été chassées de chez elles, et 5.000 ont trouvé refuge dans des abris temporaires, a indiqué le bureau du shérif.

Kris Hammar, une habitante d'un quartier résidentiel de Santa Rosa en limite de la zone d'évacuation, se tenait prête mardi à partir à tout moment. "Le feu est proche, très proche", a-t-elle témoigné à l'AFP. "Tout est dans la voiture et nous vérifions constamment si la situation évolue".

Sa fille Melina et son fiancé ont évacué leur maison lundi pour se réfugier chez elle.

"Nous entendons que les magasins, les restaurants que nous fréquentons sont détruits. Des amis et des collègues ont perdu leur maison (...). Toute la beauté de cette région a brûlé. Cela me brise le cœur", se désole Melina.

VINS DE RENOMMÉE MONDIALE

Dans le quartier de Coffey Park, seules les cheminées se dressaient mardi au milieu des décombres fumants de dizaines de maisons entièrement détruites. Des carcasses de chauffe-

eau, de machines à laver tordues sous l'effet de la chaleur, qui a aussi fait fondre partiellement le métal des voitures, gisaient au sol. Plusieurs vignobles ont également été détruits ou touchés, dont certains de renommée mondiale à l'image de la Stag's Leap Cellars. Selon les pompiers, plus de 46.000 hectares ont été ravagés par les flammes dans toute la Californie où 17 grands incendies ont débuté au cours 36 dernières heures, principalement dans le nord de l'Etat. Ils comptent sur l'affaiblissement du vent pour en venir à bout, car certains feux n'étaient encore contenus mardi qu'à 5 ou 15%.

PRIS DE VITESSE

Des complexes hôteliers comme le Hilton de Sonoma et des restaurants ont aussi été dévastés et nombre d'habitants ont dû fuir pour survivre en laissant derrière eux toutes leurs possessions. Jusqu'à près de 200.000 personnes ont été privées d'électricité.

"Nous avons tout juste eu le temps de nous réveiller et de sortir. On n'a rien eu le temps de prendre. Le feu avançait tellement vite", a déclaré Rafael Solorio, dont la maison a été endommagée dans le comté de Napa. "Nous avons perdu beaucoup de choses", a-t-il déploré, dans une vidéo postée sur le site du quotidien San Francisco Chronicle. Des feux faisaient rage également plus au sud, notamment à Anaheim en banlieue de Los Angeles. La région est régulièrement la proie des flammes à cette époque de l'année, où les pluies sont rares et les vents violents. L'ouest des Etats-Unis avait subi début septembre de violents incendies ayant entraîné l'évacuation de milliers de personnes dans l'Etat de Washington (nord-ouest) et des centaines près de Los Angeles, où un brasier avait atteint une dimension "historique".

Ahmad K.

LES LABELS "COMMERCE ÉQUITABLE"

Un modèle pour l'agriculture française?

Les labels de commerce équitable créés au départ pour soutenir les petits paysans du sud aimeraient faire figure de "modèles" pour la création d'un commerce équitable du nord, souligne Blaise Desbordes, Directeur-général France du premier label du secteur, Max Havelaar.

Q - A la veille d'annonces du président de la République Emmanuel Macron sur la façon de mieux répartir la valeur au sein des filières agricoles et alimentaires françaises, qu'est-ce que les organismes de commerce équitable comme le votre peuvent apporter au débat ?

R - Le commerce équitable est une proposition sociétale d'une incroyable modernité, un concept né il y a plusieurs décennies dans les pays du sud, confrontés à une paupérisation croissante des paysans. Etant les maillons les plus faibles de la chaîne d'approvisionnement mondiale, ils en étaient devenus la variable d'ajustement. Aujourd'hui le label Max Havelaar travaille avec 1.200 coopératives ou groupements certifiés dans le monde, représentant au total 1,6 million de petits producteurs dont la production est valorisée

vis-à-vis des consommateurs du nord par un label distinctif.

Le commerce équitable est le contraire d'un système aidé, c'est une chaîne citoyenne qui, sans aide, est parvenue à construire une meilleure rémunération pour les paysans, par une adhésion de toute la chaîne, du producteur au consommateur.

Q - Quelle solution du sud pourrait être transposée au nord pour défendre les paysans français face aux diktats de l'industrie et/ou de la distribution ?

R - D'abord, principe fondamental, il faut que les producteurs soient organisés entre eux, le regroupement est totalement fondamental pour peser face au reste de la chaîne. Il est curieux de voir que l'agriculture s'est développée en France depuis la guerre grâce aux coopératives et aux regroupements, mais qu'il y a malgré tout maintenant une frange de producteurs français qui se paupérise.

Deuxièmement, il leur faut un prix minimum garanti qui les protège des baisses des cours mondiaux, c'est le deuxième pilier. Vient ensuite le versement d'une prime aux groupements par les acheteurs qui permet de

développer des actions communes (formation, commercial, action sociale etc.). Le quatrième pilier repose sur l'acheteur qui doit proposer un pré-financement au moins partiel des récoltes aux agriculteurs, écrasés par leur endettement, ou sans trésorerie.

Q - Vous avez participé à l'atelier 5 des Etats Généraux de l'alimentation consacré précisément à la formation du prix. Selon vous, quels sont les leviers sur lesquels il faut agir en France pour changer le système ?

R - Il est très simple de s'approprier le commerce équitable en France depuis la loi du 31 juillet 2014, dite loi Hamon, qui donne une définition précise de ce qu'est le commerce équitable, y compris nord-nord.

Actuellement 2,5% du café vendu en France est équitable. Il ne faut pas que seules des filières sympathiques mais secondaires soient prises en compte, on peut très bien généraliser le système à toute l'agriculture. Il faut aussi que les marchés publics soient plus utilisés, car on est très loin d'avoir des cantines qui s'approvisionnent toutes sur des réseaux "équitables" (ou bio).

L.A.

PROCTER & GAMBLE

Nelson Peltz échoue à s'imposer chez le fabricant de Gillette

Procter & Gamble, le fabricant des rasoirs Gillette, a annoncé mardi que le milliardaire américain Nelson Peltz avait échoué à entrer au sein de son conseil d'administration dont il voulait bousculer la stratégie. Les actionnaires du fabricant de produits ménagers ont reconduit à une courte majorité les onze candidats proposés par la direction, engagée depuis de longs mois dans un bras de fer avec M. Peltz, lors d'une assemblée générale (AG) sous haute tension à Cincinnati (Ohio, nord-est). Le financier, qui a investi 3,5 milliards de dollars et détient ainsi 1,47% du capital, réclamait un siège dans cette instance, qui valide les orientations stratégiques, nomme et démet le PDG. M. Peltz n'a toutefois pas reconnu sa défaite, estimant que le vote était "trop serré". "Selon nos conseillers, le vote d'aujourd'hui est trop serré pour déclarer un vainqueur et ça prendra plus de temps pour en déterminer l'issue", a réagi Triam Fund Management, le fonds d'investissement du financier, une des voix les plus influentes de Wall Street. La veille, Nelson Peltz avait remporté une importante victoire avec l'entrée d'un de ses fidèles au sein du conseil d'administration de General Electric (GE), un autre fleuron de l'industrie américaine en perte de vitesse dans lequel il a investi 2,5 milliards de dollars fin 2015. S'il a crié victoire, P&G a toutefois prévenu que les résultats annoncés étaient un décompte "préliminaire" et un recomptage des voix n'est pas exclu. "Je vais continuer à l'écouter", a déclaré, magnanime, le PDG David Taylor, lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes. A Wall Street, le titre du groupe, connu à travers le monde pour ses produits ménagers et d'hygiène dont les lessives Ariel et les shampoings Head & Shoulders, a perdu 0,54% à 91,62 dollars.

ECONOMIES

Au-delà de la personne de Nelson Peltz, une des voix les plus influentes de Wall Street, l'issue de ce bras de fer est susceptible de créer



un précédent dans l'équilibre des pouvoirs entre les grands patrons des multinationales et les investisseurs "activistes". Ces derniers veulent influencer sur les décisions des entreprises, demandent des économies drastiques et des cessions d'activités pour doper les retours sur investissements aux actionnaires. Depuis leur émergence, Procter & Gamble est la plus grosse entreprise en terme de capitalisation boursière -- 230 milliards de dollars -- attaquée lors d'une AG par un de ces actionnaires "rebelles". Signe de l'importance des enjeux, les deux parties, qui s'affrontent sur l'avenir de P&G, ont dépensé au total plus de 60 millions de dollars, du jamais-vu, pour convaincre les actionnaires de se ranger à leur cause. M. Peltz veut faire davantage d'économies et demande à ce que les divisions du groupe soient ramenées à trois au lieu de dix actuellement. L'entreprise pourrait par exemple, selon lui, mettre sous le même toit les produits de soins de beauté avec les rasoirs et tout ce qui touche à la santé, ce qui faciliterait la prise de décision et une meilleure réactivité aux évolutions des marchés concernés. David Taylor continue, lui, à défen-

dre sa stratégie et estime que P&G est engagé dans une transformation qui le rendrait compétitif face à ses rivaux Unilever, L'Oréal et de jeunes pousses aux dents longues tel Harry's et Dollar Shave Club, le leader de la vente de rasoirs en ligne. "Je partage le sentiment que nous devons faire plus et que nous devons être plus réactifs et rapides", a-t-il concédé mardi, pressé de questions par de petits porteurs, dont certains estimaient que les critiques de M. Peltz étaient "recevables".

"Votre technologie n'est pas aussi bonne qu'elle devrait l'être (...) vous n'acceptez pas des idées extérieures", lui a notamment reproché un particulier.

D'après les résultats provisoires, les petits porteurs, qui détiennent 40% du capital de P&G, ont fortement soutenu la direction, de même que le fonds Vanguard.

Nelson Peltz, qui avait les faveurs des trois grands cabinets de conseils aux actionnaires ISS, Glass Lewis et Egan-Jones, avait également reçu le soutien des fonds BlackRock et State Street.

EMIRATES- ETIHAD AIRWAYS Vers une probable coopération entre les deux concurrents

La compagnie aérienne Emirates est ouverte à une coopération avec sa concurrente Etihad Airways dans certains domaines, a déclaré son président Tim Clark, ajoutant qu'une fusion était peu probable mais qu'une telle décision appartenait à leurs propriétaires respectifs. Toutes les deux basées aux Emirats arabes unis, les deux compagnies se sont féroce- ment concurrencées ces 10 dernières années pour bâtir un réseau mondial autour de leur hub respectif, à Dubai et à Abu Dhabi, plutôt que de coopérer. "Je pense que collaborer davantage avec eux serait créateur de valeur", a déclaré Tim Clark mercredi, ajoutant que les autorités de la concurrence de certains pays pourraient tiquer. "Il existe de nombreux domaines dans lesquels les compagnies pourraient travailler ensemble, comme les achats. Encore faut-il saisir ce que nous pouvons faire effectivement et je ne gère qu'une seule des deux entreprises", a-t-il dit. "C'est à mes supérieurs de prendre cette décision, pas à moi." A la question de savoir si les deux compagnies pourraient fusionner, à la manière d'Air France et de KLM, Tim Clark a répondu : "Je ne pense pas que cela sera le cas mais cela ne dépend vraiment pas de moi." Personne chez Etihad n'était disponible dans l'immédiat pour commenter ces déclarations.

GOOGLE

Le géant va augmenter ses effectifs en France l'an prochain

L'américain Google va porter ses effectifs en France à 1.000 personnes l'année prochaine contre 700 actuellement, déclare mardi Sébastien Missoffe, le directeur général de Google France, dans une interview au quotidien Les Echos. Le géant de l'internet, filiale d'Alphabet, compte également doubler la superficie de ses bureaux dans l'Hexagone pour passer de 10.000 à 20.000 mètres carrés, ajoute le dirigeant. "D'ici l'année prochaine, nous allons passer de 700 à 1.000 personnes, des ingénieurs essentiellement", indique ainsi Sébastien Missoffe. Alors que la Commission européenne a annoncé fin septembre qu'elle proposerait dès 2018 de nouvelles règles pour mieux taxer les géants du numérique opérant sur le sol européen, le patron de Google France reste évasif sur la stratégie fiscale du groupe américain. "Aujourd'hui, Google paie des impôts, nous sommes soumis à un taux moyen global de 20%. Le débat n'est pas "Est-ce que nous payons?" mais "Où payons-nous?"", déclare Sébastien Missoffe.

6^{ÈME} ÉDITION DE LA COMPÉTITION ANNUELLE DES JEUNES ENTREPRENEURS

Ooredoo Sponsor Exclusif de la cérémonie de remise des prix de INJAZ El Djazair

INJAZ El Djazair a organisé, le lundi 09 Octobre 2017, la cérémonie de remise de prix aux lauréats de la 6^{ème} Compétition des Jeunes entrepreneurs au Centre International de Conférences-Abdelatif Rahal à Alger. Sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, avec le soutien de Ooredoo en tant que Sponsor Exclusif, cette 6^{ème} édition organisée par INJAZ El Djazair, a été marquée par la présence de nombreux officiels et personnalités du monde de l'entreprise et de l'enseignement supérieur ainsi que des cadres de Ooredoo. L'édition 2017 de la Compétition annuelle des jeunes entrepreneurs a enregistré la participation de plus de 1500 étudiants de 21 établissements nationaux d'enseignement (lycées, Grandes écoles et Universités) et issus de diverses spécialités (informatique, commerce, architecture, polytechnique, électronique, sciences, etc.). Pour l'édition de cette année, INJAZ El Djazair a élargi sa compétition aux lycéens en leur permettant de participer au programme. Une soixantaine de cadres du monde de l'entreprise ont accompagné et encadré bénévolement les participants en leur apportant leur expérience afin de concrétiser leurs projets, développer leur esprit entrepreneurial et les introduire dans le monde professionnel. Ainsi, plus de 20 équipes ont présenté et exposé leurs projets d'entreprise et leurs rapports de fin d'activité durant la



demi-finale de la compétition, devant un jury de professionnels qui a évalué leurs travaux. A l'issue de cette étape, dix entreprises issues d'universités et deux entreprises issues de lycées ont été sélectionnées et qualifiées pour la finale nationale qui s'est tenue le 09 octobre 2017.

Lors de cette cérémonie exclusivement sponsorisée par Ooredoo, INJAZ El Djazair a dévoilé les meilleurs projets d'entreprise de la 6^{ème} édition de la compétition, dans les 4 catégories suivantes :

- "1er Prix de la Meilleure Entreprise (Université) HEXA
- " 2ème Prix du Meilleur Produit de l'année (Université) INNOWAYS
- " 3ème Prix du Meilleur Impact Sociétal (Université) CLEANTOUCH
- " 1er Prix de la Meilleure Entreprise (Lycée) CRTGO

(LA LISTE DES PROJETS LAURÉATS EN PIÈCE JOINTE)

Dans son message aux lauréats, lu par M. Mohamed Sabrou Maloufi, Directeur des Ressources humaines de Ooredoo, le Directeur Général de OoredooM, Hendrik Kasteel a déclaré : "Nous sommes fiers d'accompagner, une nouvelle fois, la compétition INJAZ El Djazair devenue au fil des années un rendez-vous incontournable de l'entrepreneuriat algérien, de l'innovation et de la créativité des jeunes talents algériens. En soutenant ce programme, nous réitérons notre engagement inconditionnel dans la promotion des compétences locales et leur insertion dans l'écosystème digital national. Un engagement que nous démontrons à travers le développement de nos programmes tels que Oobarmijoo, tStart et iStart visant à soutenir et

accompagner les jeunes entrepreneurs pour la création et le développement de leurs start-ups technologiques."

Pour sa part, la directrice exécutive d'INJAZ El Djazair, Mme Leen Abdel Jaber a déclaré : "Après cinq éditions fortes en succès, cette année encore INJAZ El Djazair revient avec la 6^{ème} édition de la Compétition annuelle des jeunes entrepreneurs issus des universités et grandes écoles algériennes. Pour la première fois, INJAZ El Djazair a pu lancer cette année ses programmes dans les lycées et organiser ainsi la toute première édition de la section Lycée.

A cet effet, je tiens à remercier le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère de l'Education nationale mais aussi notre partenaire et sponsor exclusif Ooredoo, de nous avoir fait confiance et de nous avoir permis de faire émerger une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs. Je tiens également à remercier toutes les personnes, entreprises et organismes, qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de nos programmes."

A noter que l'équipe lauréate du prix de la Meilleure entreprise représentera l'Algérie à la Compétition régionale qui aura lieu les 20 et 21 novembre 2017 au Caire (Egypte) et qui verra la participation d'entreprises venues de 15 pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

TUNISIE

L'UE

approuve le versement d'un prêt de 200 millions d'euros

La Commission européenne, au nom de l'Union Européenne, a approuvé lundi à Bruxelles, le versement à la Tunisie, d'un prêt de 200 millions d'euros (environ 583 millions de dinars-MD) destiné à financer le budget de l'Etat. Ce versement marque le lancement du deuxième programme d'assistance macrofinancière (AMF-II) à la Tunisie. Au total, ce sont 500 millions d'EUR (1460 MD), qui seront versés en trois tranches en 2017 et 2018.

Pierre Moscovici, commissaire pour les affaires économiques et financières, la fiscalité et les douanes, a déclaré à cette occasion, "l'aide versée à la Tunisie témoigne de notre ferme détermination à soutenir la reprise économique de l'un de nos plus proches voisins. Plus que jamais consciente de l'urgence, la Tunisie a réaffirmé son engagement en faveur d'un véritable partenariat. L'UE soutient résolument la Tunisie dans ses efforts pour assurer la prospérité de tous ses citoyens" selon un communiqué publié mardi par la commission.

LIBYE

La feuille de route de l'ONU approuvée par le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a adopté mardi une déclaration présidentielle pour entériner la feuille de route de l'ONU pour la Libye visant à donner un nouvel essor au processus politique libyen.

La feuille de route, présentée le 20 septembre dernier par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, comprend un plan de sortie de crise en Libye qui prévoit un amendement de l'accord politique libyen (LPL) et l'organisation d'une conférence nationale en vue de rassembler les différentes parties libyennes autour d'un cadre institutionnel pour aboutir à des élections en 2018. Bien que les membres du Conseil de sécurité aient appuyé ce plan d'action, des divergences sur le contenu de cette déclaration présidentielle ont émergé lors des discussions qui ont précédé l'adoption. Deux membres du Conseil de sécurité ont soutenu qu'il était important d'alléger cette déclaration en incluant moins de détails sur la mise en œuvre de ce plan d'action qui risque d'entraîner la marge de manœuvre de l'émissaire onusien Ghassan Salamé. L'objectif étant de lui donner plus de flexibilité pour mener à bien sa mission de médiation. Le Conseil s'est contenté à la fin des discussions de souligner l'importance de la mise en œuvre de cette feuille de route sans fournir des détails sur les étapes de sa mise en œuvre.

La déclaration souligne, par ailleurs, la primauté de la médiation de l'ONU en Libye et réitère à ce propos, la position du Conseil de sécurité, réaffirmée dans sa dernière résolution 2367, sur la nécessité de regrouper tou-



tes les initiatives de médiation sous la houlette de l'ONU. Réaffirmant leur appui au LPL qui demeure le seul cadre viable pour mettre fin à la crise politique libyenne, les membres du Conseil ont indiqué que toute tentative des partis libyennes de porter atteinte au processus politique, facilité par les Nations Unies est inacceptable.

APPEL À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD POLITIQUE

Le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé mardi à la mise en œuvre de l'Accord politique libyen (APL) et mis en garde contre les actes qui pourraient nuire au processus facilité par l'ONU dans ce pays déchiré par la guerre. "Le Conseil de sécurité réaffirme que l'APL reste le seul cadre viable pour mettre fin à la crise politique libyenne et que sa mise en œuvre est cruciale pour la tenue d'élections et la finalisation de la transition politique", a déclaré le Conseil de sécurité dans un communiqué. Le Conseil a réaffirmé que toute tentative des parties libyennes de saper le processus politique dirigé par les Libyens et facilité par l'ONU est inacceptable. Le Conseil a souligné qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la

crise et a réaffirmé la nécessité pour toutes les parties en Libye de faire preuve de retenue et de s'abstenir de toute violence ou actions qui pourraient nuire au processus facilité par l'ONU en Libye. Le Conseil de sécurité a appelé tous les Libyens à respecter le cessez-le-feu et à travailler ensemble dans un esprit de compromis et à s'engager de manière constructive dans le processus politique inclusif défini dans un plan d'action de l'ONU. Le Conseil de sécurité s'est félicité des efforts récents pour renforcer le dialogue politique inclusif entre tous les Libyens, dont des efforts importants déployés par les pays voisins de la Libye, les partenaires internationaux et les organisations régionales, soulignant que toutes ces initiatives devraient être consolidées sous la direction des Nations Unies, selon le même communiqué. Le Conseil s'est déclaré préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire, économique et humanitaire en Libye et a appelé à une présence plus importante de l'ONU en Libye ainsi qu'à davantage de fonds. Le Conseil de sécurité s'est déclaré préoccupé par la menace du terrorisme, la traite des personnes et le trafic des marchandises illicites qui risquent de compromettre la transi-

tion démocratique de la Libye.

SALAMÉ VEUT DES ÉLECTIONS D'ICI JUILLET 2018

Le Conseil de sécurité des Nations unies a formellement endossé le plan de l'envoyé spécial des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, nommé en juin dernier, espère mettre un terme à la crise politique qui secoue le pays depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 et promet des élections en 2018. Le pari est ambitieux. L'envoyé spécial des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, espère ni plus ni moins organiser des élections législatives et présidentielles au plus tard en juillet 2018. Dans moins de sept mois. Autant dire une mission quasi impossible dans un pays où deux gouvernements rivaux se disputent toujours le pouvoir. Une nouvelle Constitution doit aussi être rédigée et approuvée par référendum, avant la tenue d'un quelconque scrutin. Mais le Conseil de sécurité, à la peine sur toutes les autres crises, notamment syrienne, espère bien aboutir à un règlement de la crise libyenne et a formellement endossé à l'unanimité le plan de son envoyé spécial. Concrètement, l'accord politique de Skhirat conclu en 2015 doit être amendé pour le rendre plus inclusif. Les "groupes marginalisés" doivent pouvoir faire entendre leurs voix, estime le nouvel envoyé spécial, ce qui implique les ex-fidèles de Kadhafi et le maréchal Haftar, l'homme fort de l'Est libyen. Mais pour le Conseil de sécurité, cela ne sera possible que si tous les Libyens s'engagent dans un esprit constructif et de compromis dans ce nouveau processus politique. Dans un pays totalement morcelé. C'est encore le plus grand des défis.

CONTRE LES RISQUES DU COMMERCE ILLÉGAL AVEC LE MAROC

WSRW met en garde les entreprises européennes

L'observatoire des ressources du Sahara Occidental, (WSRW) a mis en garde les entreprises européennes contre les risques du commerce illégal avec le Maroc, impliquant les produits des territoires sahraouis occupés. Réagissant à un appel d'offres

lancé par le gouvernement marocain pour l'extension de la zone agricole à Dakhla, dans les territoires sahraouis occupés, WSRW a attiré l'attention des entreprises qui seraient tentées de s'impliquer dans ce projet, sur les "sérieux risques juridiques, moraux et financiers".

L'observatoire relève, dans un dernier communiqué, que le gouvernement marocain avait annoncé en septembre dernier l'extension de la zone agricole à Dakhla, de 5000 hectares supplémentaires. L'appel d'offre lancé concerne entre autres, le cofinancement, la conception, la

construction, l'exploitation et l'entretien des infrastructures d'irrigation et d'une station de dessalement, pour une période de 22 ans. WSRW précise qu'environ 1000 ha sont actuellement exploités illégalement pour l'agro-alimentaire près de Dakhla, produisant entre 80 et

120 tonnes par hectare de produits agricoles divers, destinés à l'exportation. La grande partie de la production de Dakhla a été exportée, ces dernières années, vers l'Europe, rappelle l'observatoire. La Cour de justice de l'Union Européenne (CJUE) avait statué en décembre 2016, qu'aucun accord de commerce ou d'association avec le Maroc ne pouvait être appliqué au Sahara occidental sans le consentement clair du Sahara occidental. WSRW s'indigne qu'en dépit de l'arrêt de la CJUE, le Maroc persiste dans ses projets illégaux de développement agricole dans les territoires occupés du Sahara occidental. Il a une nouvelle fois, dénoncé les négociations en cours entre Rabat et l'UE, pour un nouvel accord commercial impliquant le Sahara occidental, affirmant que c'est un "flagrant mépris" à cette institution européenne. L'observatoire rappelle encore, que le Sahara occidental est classé par les Nations Unies comme un territoire non autonome.

PAR UN PROJET DE RÉSOLUTION

L'ONU réitère le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

La quatrième commission de l'Organisation des Nations unies chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation a adopté mardi un projet de résolution réitérant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

La quatrième commission s'est félicité "des efforts déployés par le Secrétaire général et son envoyé personnel (pour parvenir) à une solution politique qui soit mutuellement acceptable et assure l'autodétermination du peuple du Sahara occidental", souligne le projet de résolution qui rappelle la responsabilité de l'ONU à l'égard du peuple sahraoui.

La commission de la décolonisation a réitéré "le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations unies et dans sa résolution 1514 du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux."

Le projet de résolution, adopté sans vote, a également réaffirmé le mandat du Comité des 24 concernant la décolonisation du territoire du Sahara occidental, désavouant l'ambassadeur du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hillaal, qui voulait le remettre en cause en

prétendant faussement que le règlement du conflit au Sahara occidental était l'apanage du Conseil de sécurité.

La quatrième commission a prié, à ce titre, le comité spécial de décolonisation, dit Comité des 24, de continuer à suivre la situation au Sahara occidental et de lui présenter un rapport sur la question à sa soixante-troisième session.

La Commission a invité le Secrétaire général à lui présenter, à sa soixante-troisième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

CROISSANCE

Le FMI est plus optimiste mais préconise des réformes

Le FMI s'est montré plus optimiste mardi sur la croissance mondiale en relevant sa prévision mais a exhorté les pays à mettre le cap sur les réformes pour asseoir durablement la reprise face à la persistance de risques multiples.

Après une hausse de 3,2% en 2016, le produit intérieur brut mondial (PIB) devrait progresser de 3,6% cette année, et 3,7% l'an prochain, soit une légère amélioration de 0,1 point par rapport aux précédentes prévisions de juillet, indique le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport semestriel sur la conjoncture mondiale.

"La reprise mondiale se poursuit, et ce à un rythme plus rapide", a résumé le chef économiste du FMI, Maurice Obstfeld, au cours d'une conférence de presse, relevant que "la photographie (de l'économie mondiale) est très différente de l'an passé quand l'économie mondiale était confrontée à une croissance chancelante et à des turbulences sur les marchés financiers".

Les pays de la zone euro, la Chine, le Japon, le Canada et les Etats-Unis ont notamment contribué au regain d'optimisme du FMI. Pour 2017, leurs prévisions sont ainsi relevées respectivement à +2,1%, +6,8%, +1,5%, +3% et +2,2%. L'actuelle accélération de la croissance est d'autant plus "remarquable" que, pour la première fois depuis le début de la décennie, elle concerne un grand nombre de pays, a souligné M. Obstfeld. La reprise est observée dans près des trois-quarts des pays. A court terme, les risques sont plutôt limités: la reprise pourrait même se renforcer encore, soutenue par une confiance des ménages et des entreprises solides dans les pays développés.

"Ces évolutions positives donnent des raisons d'être plus confiants mais ni les politiques ni les marchés ne doivent s'en contenter", a néanmoins prévenu Maurice Obstfeld. La reprise mondiale pourrait en effet ne pas être durable dans la mesure où elle n'est "pas totale" puisque 25% des pays ne profitent toujours pas de cette embellie. En Europe, la prévision du Royaume-Uni est, elle, restée inchangée à +1,7% après avoir été abaissée de 0,3 point de pourcentage en juillet. Le FMI pointe du doigt à la fois le ralentissement de la consommation et l'incertitude à moyen terme liée aux conséquences du Brexit. Sur ce point, le chef économiste a souhaité que les négociations soient "constructives", ajoutant que "c'est dans l'intérêt de tout le monde mais les délais sont très courts".

Il a par ailleurs souligné que "la situation en Espagne (où Madrid s'oppose aux velléités séparatistes de la Catalogne) est très préoccupante". Il a mis en garde contre l'impact négatif potentiel sur d'autres pays en Europe.

DES RISQUES AUSSI NON ÉCONOMIQUES

Se tournant vers les pays émergents et pays pauvres exportateurs



de matières premières - en particulier d'énergies - l'institution de Washington note qu'ils sont confrontés à des troubles civils et politiques que ce soit au Moyen-Orient, en Afrique du nord et subsaharienne ou en Amérique Latine. Et d'autres risques pointent à l'horizon. Le FMI s'inquiète en particulier de la possibilité que les autorités chinoises ne parviennent pas à maîtriser l'expansion du crédit. L'envolée de l'endettement public et privé a certes conforté la croissance chinoise mais elle a diminué la stabilité financière.

Comme en avril, l'institution de Washington souligne que la tentation du protectionnisme pourrait par ailleurs fragiliser la croissance mondiale.

Elle cite en outre des facteurs de risques "non économiques" comme les tensions géopolitiques, les clivages politiques, une gouvernance faible, la corruption ou encore les événements climatiques extrêmes, le terrorisme et les questions de sécurité.

"Ces risques sont particulièrement interconnectés et peuvent se renforcer mutuellement", observe le FMI.

Dans ce contexte, les décideurs politiques doivent garder les yeux rivés sur le long terme et saisir l'opportunité de mener des réformes structurelles et fiscales nécessaires pour accroître les capacités de résistance en cas de chocs à venir. La semaine dernière, la directrice générale du FMI avait elle-même appelé les pays à prendre la voie des réformes. "Nous devons trouver les moyens de créer de nouveaux emplois", avait déclaré Christine Lagarde dans un discours en prélude à l'assemblée générale du FMI, qui se tient cette semaine dans la capitale américaine. Elle avait notamment cité l'exemple réussi du Mexique dont l'évolution de la législation a permis aux jeunes d'entrer plus facilement sur le marché du travail.

OPTIMISME PRUDENT POUR LA ZONE EURO

La reprise dans la zone euro est meilleure que prévu, mais le poids de la dette, l'inflation encore faible et le risque bancaire pourraient peser à moyen terme sur l'activité, estime le FMI.

Dans ses prévisions semestrielles, publiées mardi, le FMI revoit à la hausse ses perspectives de croissance pour les deux années à venir, misant désormais sur une croissance de 2,1% en 2017 (+0,2 point par rapport à la dernière prévision de juillet) et de 1,9% en 2018 (+0,2 point par rapport à juillet).

Ces hausses reflètent "une accélération des exportations dans le contexte plus large d'une reprise du commerce mondial" ainsi

qu'une demande intérieure solide, "soutenue par des conditions financières accommodantes" et une "diminution du risque politique", détaille le FMI.

Dans ses précédentes prévisions, l'institution se montrait notamment préoccupée par l'issue alors incertaine des échéances électorales que vient de traverser la zone euro en 2017, avec des élections législatives en Allemagne et aux Pays-Bas, ainsi qu'une élection présidentielle en France.

L'incertitude politique liée aux négociations du Brexit semble par ailleurs moins peser sur Bruxelles que sur Londres, selon le FMI.

Les prévisions de croissance du Royaume-Uni restent inchangées en 2017 (1,7%) et 2018 (1,5%) par rapport à celles de juillet. Mais les perspectives britanniques à moyen terme "sont très incertaines et dépendront en partie de la nouvelle relation économique avec l'UE", ajoute l'institution.

ENCOURAGER MACRON

Dans le détail, le FMI revise à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Allemagne (2,0% en 2017 et 1,8% en 2018), la France (1,6% en 2017 et 1,8% en 2018), l'Italie (1,5% en 2017 et 1,1% en 2018) et l'Espagne (3,1% en 2017 et 2,5% en 2018). Ces bonnes perspectives pourraient encourager le président français Emmanuel Macron qui tente de convaincre ses partenaires européens de réformer la zone euro en profondeur en vue d'une meilleure intégration. M. Macron, qui était en Allemagne mardi, où il a rencontré la chancelière allemande Angela Merkel, a reçu le soutien tacite du FMI qui invite dans son document les gouvernements à profiter de la croissance pour mener des réformes. L'institution, basée à Washington, prévient qu'à moyen terme, l'activité dans la zone euro peut être freinée par "une faible productivité, une démographie défavorable, ainsi que le poids de la dette privée et publique dans certains pays". L'inflation "encore faible dans beaucoup de pays" pourrait également peser, s'inquiète-t-elle. Pour contrer cela, le FMI invite les pays qui le peuvent à investir afin "de soutenir les réformes structurelles". "Une politique plus expansionniste en Allemagne (...) permettrait d'accroître les investissements publics tout en générant des retombées positives dans les pays dont la demande est déficiente", écrit-il. Autre menace pour la croissance de la zone euro: les prêts non-performants dont pâtissent les banques européennes, notamment en Italie. "Bien que des progrès aient été faits (...), les

problèmes qui subsistent doivent être résolus avec force" pour éviter une nouvelle crise bancaire, plaide le FMI.

LA CROISSANCE AU MOYEN-ORIENT DÉPRIMÉE

Dubai - Une chute de la croissance des principaux pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient pèse lourdement sur les perspectives économiques de l'ensemble de la région, a estimé mardi le Fonds monétaire. "Les exportateurs de pétrole sont durement touchés par l'ajustement prolongé" de leur budget en raison de la baisse des cours des matières premières, affirme le FMI dans son rapport d'octobre sur les prévisions économiques mondiales. La croissance de l'Irak devrait chuter à 3,5% cette année contre 12,5% en 2016, l'activité économique irakienne devrait se contracter de 0,4% contre +11% en 2016, tandis que l'économie saoudienne, la plus importante de la région, devrait terminer l'année autour de 0%, contre 1,7% l'an dernier. L'Arabie saoudite, l'Irak et l'Iran sont les principaux producteurs et exportateurs de pétrole du Moyen-Orient. Ryad est le premier exportateur mondial de brut.

L'économie du Koweït devrait être la plus affectée avec une contraction de 2,1% du PIB en 2017, tandis que celles des Emirats arabes unis (+1,3%) et de l'Algérie (+1,5%) connaîtront une croissance modeste, selon le FMI. Dans l'ensemble, la croissance des pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA), qui regroupent les six Etats du Conseil de coopération du Golfe, l'Irak, l'Algérie et la Libye, devrait finir l'année à 1,7% contre 5,6% en 2016. La croissance de tous les pays de la région MENA devrait ralentir sensiblement, passant de 5,1% l'année dernière à 2,2% en 2017, "en raison du ralentissement de l'économie de la République islamique d'Iran après une croissance très rapide en 2016 et des réductions de la production pétrolière dans les pays exportateurs", a indiqué le FMI. Le Fonds prévoit que le prix du pétrole atteigne en moyenne 50,3 dollars le baril en 2017, soit un niveau supérieur à celui de 2016, mais qu'il se maintienne autour de 50 dollars jusqu'en 2022. Les exportateurs de pétrole ont perdu des centaines de milliards de dollars depuis que les prix du brut ont commencé à chuter à la mi-2014. Ils ont affichés des déficits budgétaires et certains ont engagé des réformes douloureuses. Le FMI s'est félicité du train de réformes en Arabie saoudite dont l'économie s'est contractée au cours des deux premiers trimestres de l'année. Du côté du groupe des pays définis par le FMI comme "importateurs de pétrole" dans la région MENA, la croissance devrait passer de 3,6% en 2016 à 4,3% cette année. Parmi eux, le Maroc se distingue particulièrement avec 4,8% pour cette année, après 1,2% en 2016. Le FMI a toutefois mis en garde contre l'impact des conflits. "Les conflits internes et transfrontaliers dans certaines parties du Moyen-Orient continuent de peser sur l'activité économique", a-t-il déclaré. La croissance économique de la MENA devrait rebondir à 3,2% en 2018, selon le FMI qui

relève ses projections de 0,2 point par rapport à juillet, principalement en raison d'une demande intérieure plus forte chez les importateurs de pétrole et d'une hausse attendue de la production de brut. La crise diplomatique entre le Qatar, premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), et une coalition dirigée par Ryad, n'a pas affecté les marchés du GNL qui a continué d'être exporté par Doha, a constaté le FMI.

"BRUTAL RALENTISSEMENT" ÉCONOMIQUE EN CHINE

Le FMI a légèrement relevé mardi ses prévisions de croissance pour la Chine pour 2017 et 2018, tout en mettant en garde contre le risque "accru" d'un "brutal ralentissement" de la deuxième économie mondiale sur fond d'explosion de la dette. Dans ses prévisions mondiales, le Fonds monétaire international (FMI) table désormais sur une croissance chinoise de 6,8% cette année (contre +6,7% attendu précédemment), mettant en avant une performance meilleure qu'attendu du géant asiatique au premier semestre. Si la prévision du Fonds se vérifie, cela marquerait un léger rebond après que le PIB chinois a enregistré en 2016 sa plus faible croissance depuis plus d'un quart de siècle (+6,7%). C'est en apparence une bonne nouvelle pour le président Xi Jinping, qui doit voir son mandat à la tête du Parti communiste chinois renouvelé mi-octobre lors d'un congrès quinquennal. Mais elle se double d'avertissements alarmistes: l'organisation de Washington s'inquiète ainsi d'une augmentation plus rapide de l'endettement chinois et pointe "la possibilité accrue d'un brutal ralentissement de la croissance", à moins d'efforts drastiques pour maîtriser la folle envolée du crédit. Le FMI mise par ailleurs sur un ralentissement de la croissance chinoise en 2018, mais il a relevé sa prévision à 6,5% (contre 6,4% précédemment). De fait, pour concrétiser son objectif de doubler son PIB entre 2010 et 2020, Pékin devrait maintenir un robuste soutien à l'activité, via notamment de hauts niveaux d'investissements publics, estime le Fonds. De quoi se ménager un répit, mais "au prix d'un endettement toujours plus important". La dette chinoise totale, hors secteur financier, pourrait dépasser 290% du PIB d'ici 2022, contre "environ 235%" l'an dernier, avait déjà prédit le FMI dans un rapport en août. De quoi rendre le pays plus vulnérable à tout "ajustement économique brutal", crise financière ou commerciale notamment. Dans ce contexte, "pour minimiser les risques d'un ralentissement économique brutal, les autorités chinoises devront intensifier leurs efforts pour renforcer la supervision (financière)", prévient le Fonds. Certes, Pékin s'efforce de faire le ménage dans son secteur financier, en s'attaquant notamment à la "finance de l'ombre" - l'arsenal d'instruments de crédit non régulés prospérant hors des banques. Mais, soucieux de préserver l'activité, le régime favorise toujours de coûteux travaux d'infrastructures et soutient généreusement de grands groupes industriels étatiques en difficulté.

Mustapha S.

CRISE EN CATALOGNE

Madrid expose ses forces par les menaces

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a menacé mercredi de suspendre l'autonomie de la Catalogne, sommant le président séparatiste de confirmer s'il avait bien déclaré mardi soir l'indépendance de cette région.



Dans une nouvelle escalade de la crise entre Madrid et l'une des plus riches régions d'Espagne, M. Rajoy a enjoint à Carles Puigdemont de revenir à la légalité, faute de quoi il utiliserait pour la première fois l'article 155 de la Constitution, qui permet de suspendre l'autonomie d'une région. Dans une brève déclaration télévisée, il a annoncé avoir demandé formellement au président catalan s'il avait déclaré l'indépendance de la Catalogne, après "la confusion engendrée délibérément" par l'exécutif catalan mardi soir. Cette demande est préalable à toute mesure que le gouvernement pourrait prendre dans le cadre de l'article 155, a ajouté M. Rajoy. "De la réponse du président (...) à cette demande dépendra la suite des événements dans les prochains jours", a ajouté le chef du gouvernement conservateur. La suspension de l'autonomie, sans précédent depuis 1934, serait considérée par beaucoup de Catalans comme un affront et pourrait déclencher des troubles dans cette région très attachée à sa langue et sa culture et dont l'autonomie a été rétablie après la mort du dictateur Francisco Franco (1909-1975). L'Union européenne, déjà secouée par le Brexit, suit la crise avec inquiétude. La Commission européenne a répété avec force mercredi qu'elle attendait un "plein respect de l'ordre constitutionnel espagnol". Les dirigeants indé-

pendantistes de Catalogne se sont appuyés mardi sur la victoire du "oui" à l'indépendance au référendum d'autodétermination interdit et contesté du 1er octobre - avec 90% des voix et une participation de 43% - pour signer une déclaration d'indépendance de la République de Catalogne.

UNE DÉCLARATION "SYMBOLIQUE"

Cependant, La déclaration d'indépendance de la Catalogne signée mardi soir par l'ensemble des élus indépendantistes du Parlement régional et le président catalan Carles Puigdemont est pour l'instant un "acte symbolique", a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement régional. "La déclaration doit être faite par le parlement de Catalogne", ce qui n'a pas été le cas, a expliqué le porte-parole Jordi Turull. La signature était "un acte symbolique par lequel nous avons tous signé notre engagement de déclarer l'indépendance". Mais M. Turull a précisé qu'il s'agissait "d'un temps mort, pas d'un renoncement ou d'un pas en arrière". "Le président (Puigdemont) a dit qu'il suspendait les effets de l'indépendance, de la loi de transition (vers l'indépendance) pour nous asseoir, parler, écouter, dialoguer et voir s'il existe une possibilité de parvenir à un accord". "Nous en appelons à la politique, pas à une discussion juridique". Jordi Turull a souligné que le gouvernement catalan voulait "dialoguer sur l'indépendance de la Catalogne", semblant franchir

une étape supplémentaire puisque jusque-là, la priorité était de dialoguer "sur la tenue d'un référendum d'autodétermination", ce que le gouvernement espagnol a toujours catégoriquement refusé. "Nous ne renonçons pas à l'indépendance de la Catalogne" a-t-il souligné, mais "nous aimerions savoir ce que l'Etat offre à la Catalogne". "Je vous demande d'être civilisés et d'être démocrates, pour une fois dans votre vie, et de vous asseoir à la table des négociations", a aussi lancé, mercredi au parlement espagnol, l'indépendantiste catalan Gabriel Rufian au porte-parole du gouvernement central Iñigo Mendez de Vigo. "Le dialogue ne peut se faire que dans le cadre de la loi", lui a répondu ce dernier.

'FORCE DESTRUCTRICE'

"Le président (Puigdemont) a dit qu'il suspendait les effets de l'indépendance, de la loi de transition (vers l'indépendance, nldr) pour pouvoir nous asseoir, écouter, dialoguer, voir s'il y a un moyen de trouver un accord", a expliqué mercredi matin le porte-parole du gouvernement catalan Jordi Turull. "La déclaration d'indépendance doit être faite par le parlement de Catalogne", a-t-il ajouté, évoquant à ce stade une signature "symbolique". Le référendum, dont les résultats sont invérifiables faute de commission électorale indépendante, a ouvert la crise politique la plus grave en Espagne depuis son retour à la démocratie en 1977, divisant aussi profondément les habitants de la Catalogne, où

vivent 16% des Espagnols. Avant M. Rajoy, son ministre des Affaires étrangères Alfonso Dastis avait accusé les séparatistes devant la chambre des députés d'être "une force destructrice qui se propose de vaincre la démocratie, détruire l'Etat de droit et mettre en danger l'espace européen". Dans son édition de mercredi, le quotidien El País, le plus lu du pays, dénonce un "piège" tendu par l'exécutif catalan, qui ne cherche selon le journal à négocier rien d'autre que l'indépendance et a prévu dans l'intervalle de "déstabiliser économiquement et politiquement" l'Espagne. Le quotidien catalan La Vanguardia préfère insister sur une tentative "d'apaiser la tension". Après le Conseil des ministres, Mariano Rajoy a prévu de s'exprimer devant les députés, en fin d'après-midi.

19% DU PIB

Hormis la suspension d'autonomie, le gouvernement a plusieurs instruments à sa disposition. Il a déjà pris le contrôle des finances de la région en septembre. Et il peut aussi instaurer un état d'urgence allégé lui permettant d'agir par décrets. Toute mesure drastique risque cependant de provoquer des troubles en Catalogne, région de 7,5 millions d'habitants, pesant 19% du PIB du pays. Les Catalans, divisés presque à parts égales sur l'indépendance, souhaitent en majorité un référendum en bonne et due forme. Selon une source du gouvernement régional catalan, juste avant l'ouverture de la séance parlementaire, Carles Puigdemont a reçu un ou des appels de l'étranger qui l'ont amené à retarder son allocution. Mais Madrid continue à exclure toute médiation entre elle et la Catalogne. D'autre part, le chef du Parti socialiste espagnol (PSOE), principale force d'opposition, a annoncé mercredi un accord avec le chef du gouvernement conservateur Mariano Rajoy pour étudier une réforme de la Constitution et tenter de résoudre la crise catalane. "Nous sommes convenus que l'heure est venue d'aborder la réforme constitutionnelle", a déclaré Pedro Sanchez, précisant que le débat à la chambre des députés permettrait de discuter de comment "la Catalogne reste en Espagne, pas de comment elle s'en va".

Nawel Z.

FACE À LA CORÉE DU NORD Trump examine "la gamme d'options" dont dispose son pays

Le président américain Donald Trump a examiné mardi avec son ministre de la Défense Jim Mattis et avec son chef d'Etat-major Joe Dunford "la gamme d'options" dont disposent les Etats-Unis face à la Corée du Nord, a annoncé la Maison Blanche.

"Le briefing et la discussion se sont concentrés sur la gamme d'options pour répondre à toute forme d'agression de la Corée du Nord et, si nécessaire, pour l'empêcher de menacer les Etats-Unis et leurs alliés avec des armes nucléaires", a déclaré la présidence américaine dans un communiqué.

Elle n'a pas précisé si cet entretien correspondait à une évolution de la menace nord-coréenne. M. Trump avait affirmé dans un message énigmatique posté samedi sur Twitter qu'"une seule chose marchera" avec la Corée du Nord, sans dire laquelle, deux jours après une autre déclaration mystérieuse. "Les présidents et leurs administrations parlent à la Corée du Nord depuis 25 ans", avait tweeté M. Trump. "Les accords passés et les montants massifs d'argent versés n'ont pas eu d'effet".

"Les accords ont été violés avant même que l'encre ne soit sèche", avait-il poursuivi. "Désolé, mais il n'y a qu'une seule chose qui marchera", avait conclu le milliardaire, sans autre détail. Lors d'une réception à la Maison Blanche avec des chefs militaires et leurs épouses, il avait déjà eu jeudi une phrase évasive, sans mentionner quoique ce soit d'autre: "C'est peut-être bien le calme avant la tempête". Ces dernières semaines, Donald Trump a répondu par une escalade verbale à l'accélération des programmes balistique et nucléaire nord-coréens. Il a notamment menacé mi-septembre de "détruire totalement" la Corée du Nord, mais plusieurs de ses ministres assurent de leur côté continuer à privilégier la voie diplomatique pour résoudre cette crise.

I.A.

YÉMEN

L'Arabie saoudite a une rare opportunité de faire la paix

Des dissensions dans le camp rebelle au Yémen fournissent une rare opportunité à l'Arabie saoudite pour faire la paix dans ce pays, a estimé mercredi l'International Crisis Group (ICG).

Ravagé par la pauvreté, le choléra et un début de famine, le Yémen est en proie à une guerre qui a fait plus de 8.500 morts et près de 49.000 blessés depuis que l'Arabie saoudite et ses alliés sont intervenus en mars 2015 pour soutenir le gouvernement qui avait fui la capitale Sanaa.

La coalition militaire arabe sous com-

mandement saoudien est régulièrement sous le feu des critiques pour le nombre élevé de victimes civiles et, le 29 septembre, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a décidé d'envoyer des experts internationaux pour enquêter sur d'éventuels crimes de guerre.

Dans un rapport publié mercredi, l'ICG, organisme de réflexion sur les conflits basé à Bruxelles, estime que les tensions qui ont éclaté en août entre les Houthis --issus de la minorité zaidite et accusés de liens avec l'Iran--, et l'ex-président Ali Abdallah Saleh, leur allié dans le

camp rebelle, pourraient favoriser la tenue de négociations sous l'impulsion de l'Arabie saoudite.

"Avec d'autres partenaires régionaux, dont Oman, et avec les encouragements du Conseil de sécurité et de l'envoyé spécial de l'ONU, (l'Arabie saoudite) devrait parrainer une solution politique", affirme l'ICG, ajoutant: "le moment est venu, mais cette chance peut facilement disparaître".

Selon le rapport, Ryad devrait agir rapidement pour profiter des divisions dans le camp rebelle et oeuvrer à un cessez-le-feu entre les parties yéménites en

conflit, tout en s'assurant que les Houthis rompent avec l'Iran, grand rival régional de l'Arabie saoudite.

Pendant des décennies, Ryad a soutenu M. Saleh qui s'est allié avec les Houthis il y a trois ans après les avoir combattus à six reprises alors qu'il était président.

Les Houthis et les forces fidèles à M. Saleh contrôlent de vastes régions, notamment dans le nord du Yémen. De vives tensions ont éclaté entre eux au mois d'août avec des accusations réciproques de "trahison".

N.Z.

ATTENTAT CONTRE HABYARIMANA

CONGO
Le PM veut que le pétrole devienne "un produit d'appoint"

Le Premier ministre congolais Clément Mouamba a déclaré mardi qu'il souhaitait que le pétrole devienne "un produit d'appoint" dans les ressources de son pays alors que Brazzaville négocie avec le FMI pour sortir d'une crise liée à la chute des prix de l'or noir. "On s'était endormi sur le pétrole, au lieu de considérer que les deux manelles des ressources sont les douanes et les impôts. On devrait faire du pétrole un produit d'appoint", a déclaré le Premier ministre lors d'une conférence de presse à l'issue d'une visite d'une mission du Fonds monétaire international (FMI) à Brazzaville. "Ils ont eu toutes les informations qu'ils voulaient", a estimé M. Mouamba alors que le FMI avait réévalué en août la dette du pays pétrolier de 77 à 117% du Produit intérieur brut (PIB).

"Le Congo a des besoins énormes", a souligné le Premier ministre assurant que dans l'accord avec le FMI "il n'y aura pas des mesures de nature à déstabiliser l'économie nationale déjà affaiblie. Il faut garantir la paix sociale et surtout la paie de ceux qui travaillent. A condition qu'ils travaillent réellement". Plusieurs grèves agitent actuellement le Congo-Brazzaville et ses 4,5 millions d'habitants (université et hôpital public principalement). Lors de sa dernière mission fin septembre, le FMI a évalué la dette du Congo "à environ 110%" du produit intérieur brut (PIB), soit "5.329 milliards de francs CFA" (environ 9,14 milliards de dollars américains). M. Mouamba a reconnu qu'"il y a surendettement", refusant de considérer le Congo comme "un mauvais élève" de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (Cémac - Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad). Le Congo-Brazzaville avait annoncé jeudi qu'il voulait renégocier avec ses créanciers les termes de sa dette. "L'économie congolaise est encore très peu diversifiée. Elle repose largement sur le pétrole qui, avec une production estimée à 232.000 barils/jour en 2016" représente "58,6% du PIB", selon une note du Trésor français. Une ONG suisse, Public Eye, a récemment enquêté sur les pratiques d'une société de négoce pétrolière, Gunvor, soupçonnée par la justice helvète d'avoir corrompu des officiels proches du président du Congo pour acheter du pétrole.

Un nouveau témoin embarrassant pour Kagame

Le juge français chargé de l'enquête sur l'attentat contre le président rwandais Habyarimana en 1994, épisode déclencheur du génocide, veut confronter deux membres du clan Kagame au pouvoir au Rwanda avec un nouvel accusateur, au risque de raviver les tensions diplomatiques entre Paris et Kigali. Le soir du 6 avril 1994, l'avion du président Juvénal Habyarimana, un Hutu, avait été abattu en phase d'atterrissage à Kigali par au moins un missile. Cet attentat non élucidé est considéré comme l'épisode déclencheur du génocide qui fit 800.000 morts selon l'ONU, essentiellement parmi la minorité tutsi. Depuis, deux thèses s'affrontent dans cette enquête, ouverte en 1998 à Paris après la plainte des familles de l'équipage, en partie français. La première accuse un commando des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, l'actuel président, de s'être introduit derrière le dispositif des Forces armées rwandaises (FAR) afin d'abattre l'avion depuis la colline de Massaka, qui domine l'aéroport. Elle a conduit le premier juge chargé du dossier, Jean-Louis

Bruguère, à émettre en 2006 neuf mandats d'arrêt contre des membres du clan Kagame, provoquant la rupture des relations diplomatiques avec Paris jusqu'en 2009. A l'inverse, une commission d'enquête rwandaise accuse les extrémistes "Hutu Power" des FAR, qui auraient voulu se débarrasser d'un président jugé trop modéré. Une théorie renforcée par un rapport de 2012 d'experts en balistique qui s'étaient rendus sur place avec les juges Marc Trévidic et Nathalie Poux. Dans leurs conclusions, présentées par les juges, ils ont désigné le camp de Kanombe, alors aux mains de la garde présidentielle d'Habyarimana, comme zone de tir probable.

UN AUTRE TÉMOIN PORTÉ DISPARU

Le nouveau témoin a été entendu deux fois en mars par le juge Jean-Marc Herbaut, qui a repris l'enquête. Dans ses auditions, dont l'AFP a eu connaissance, il affirme avoir fait partie de la section chargée de surveiller deux missiles SA-16 au quartier général du FPR, à Mulindi. Début mars 1994, lui et ses camarades les auraient chargés

en présence de James Kabarebe, une figure de la rébellion devenue depuis ministre de la Défense, dans un camion parti pour Kigali. Mais le témoin, lui, était resté au QG. "En juillet 1994, les deux tireurs de missiles, Franck Nziza et Eric Hakizimana, sont revenus dans leur unité. Ils nous ont alors raconté (...) qu'ils ont tiré depuis un endroit nommé +Massaka+ et plus précisément encore depuis un pont où ils avaient vue sur l'aéroport", rapporte cet homme de 41 ans d'origine tutsi. Il cite également des propos de James Kabarebe, dont il fut membre de la garde personnelle, se félicitant de la réussite de la "mission" le 6 avril au soir. Le juge a donc ordonné la tenue d'une confrontation mi-décembre à Paris avec James Kabarebe et Franck Nziza. Joint par l'AFP, un des avocats des deux hommes, Me Léon-Lef Forster, qui réclame un non-lieu depuis 2010, s'est refusé à tout commentaire et a dénoncé "une manipulation médiatique". Les deux hommes font partie des sept proches de Kagame tour à tour inculpés dans ce dossier depuis 2008. Aucun n'a été réentendu par les juges depuis. Pour

justifier son témoignage tardif, l'homme affirme s'être caché en Ouganda en 2008 après avoir reçu la mission d'éliminer un camarade de la section chargée des missiles au QG du FPR : "J'ai pensé à ce qui allait m'arriver moi-même par la suite compte tenu de ce que je savais". L'enquête, close une première fois en juillet 2014, avait été rouverte rapidement pour entendre un autre membre de cette section, Emmanuel Gafirita. Mais il a disparu dans un kidnapping au Kenya en novembre 2014, avant d'avoir pu être auditionné. L'affaire a ensuite été relancée à l'automne 2016 afin d'entendre un ancien général entré en dissidence qui accuse aussi le président Kagame, ravivant les tensions diplomatiques. Réfugié en Afrique du Sud et lui-même visé depuis 2006 par un des mandats d'arrêt de cette enquête, ce général, Faustin Kayumba Nyamwasa n'a pu être entendu à ce jour par la justice française. En réponse, une commission rwandaise avait publié dans la foulée une liste de 22 officiers supérieurs français qu'elle accuse d'implication dans le génocide.

TOGO

L'opposition annonce une marche, le gouvernement l'interdit

Le gouvernement togolais a annoncé mardi soir l'interdiction d'organiser toute marche dans les rues du pays, pendant les jours de semaine, quelques heures après un nouvel appel de l'opposition à manifester contre le pouvoir, le 18 octobre. "En semaine (du lundi au vendredi), les marches sont interdites. Les gens peuvent se retrouver en un lieu fixe et animer leur meeting ou réunion publique", a fait savoir Payadowa Boukpepsi, ministre de l'administration territoriale lors d'une conférence de presse. "En week-end, c'est-à-dire les samedis et dimanches, ils peuvent faire leur marche", a-t-il ajouté, assurant que cette mesure était prise pour éviter les "violences" et les "dérives" qui ont eu lieu, selon lui, lors des dernières manifestations de l'opposition. "Il y a eu des appels à la désobéissance civile, des appels au sabotage économique, même des appels aux meurtres lancés par des manifestants à l'endroit des autorités et des membres de leurs familles et des services de sécurités", a assuré le ministre. L'opposition togolaise avait annoncé un

peu plus tôt dans la journée l'organisation d'une nouvelle marche le mercredi 18 octobre dans le cadre d'une réforme constitutionnelle controversée. Quatorze partis d'opposition sont mobilisés depuis près de deux mois, pour demander la limitation à 2 du nombre de mandat présidentiel, et la démission du président Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005 et héritier d'une famille à la tête du Togo depuis 50 ans. Le gouvernement compte organiser un référendum pour faire adopter une réforme constitutionnelle prévoyant notamment cette limitation des mandats présidentiels, mais la mesure n'est pas rétroactive, permettant à M. Gnassingbé de se présenter au scrutin de 2020 et de 2025. "La lutte continue. A cet effet, nous annonçons déjà pour le mercredi 18 octobre, une grande marche qui ira vers les bureaux de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) à Lomé pour dire à la Cédéao que nous ne sommes pas d'accord avec le référendum qu'elle semble encourager", avait déclaré Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordonna-

trice de la principale coalition de l'opposition togolaise. La semaine dernière, la Cédéao, l'Union africaine et le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel avaient estimé que le projet de loi constitutionnel proposé par le gouvernement était "une étape importante pour mettre le Togo en conformité avec les normes démocratiques".

L'opposition a également annoncé son refus de rencontrer la délégation de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) qui devait arriver mardi au Togo pour trois jours dans le cadre de la crise politique.

Les manifestations engagées par l'opposition depuis la mi-août ont fait au moins 4 morts et des dizaines de blessés, notamment dans le nord du pays, nouveau foyer de la contestation populaire.

Des centaines de personnes se sont également réfugiées au Ghana le mois dernier, dénonçant des arrestations arbitraires et des violences de la part des forces de sécurité, ce que le régime dément.

KENYA

L'opposant Odinga annonce son retrait de la présidentielle du 26 octobre

L'opposant kényan Raila Odinga a annoncé mardi son retrait de l'élection présidentielle du 26 octobre, organisée suite à l'invalidation en justice de la réélection du président sortant Uhuru Kenyatta lors du scrutin du 8 août.

"Tenant compte des intérêts du peuple du Kenya, de la région et du monde, nous pensons que l'intérêt de tous sera mieux servi

par l'abandon de la candidature présidentielle (de la coalition d'opposition, ndlr) à l'élection prévue le 26 octobre 2017", a déclaré M. Odinga lors d'une conférence de presse à Nairobi.

Saisie par l'opposition, la Cour suprême du Kenya avait invalidé le 1er septembre la réélection de M. Kenyatta avec 54,27% des voix, contre 44,74% à M. Odinga, évoquant des irrégularités dans la transmission

des résultats, accablant la Commission électorale (IEBC) pour sa gestion du scrutin, et ordonnant la tenue d'une nouvelle élection.

L'opposition avait ensuite conditionné sa participation au nouveau scrutin, prévu le 26 octobre, à une réforme en profondeur de l'IEBC, dont l'éviction de plusieurs de ses responsables. Elle a également organisé des manifestations contre l'IEBC

alors que se sont multipliées les invectives entre pouvoir et opposition.

"Nous sommes arrivés à la conclusion que l'IEBC n'a pas l'intention d'entreprendre les changements au niveau de ses opérations et de son personnel pour garantir que les +illégalités et irrégularités+ qui ont conduit à l'invalidation du scrutin du 8 août ne se reproduisent pas", a détaillé M. Odinga.

"Tout indique que l'élection prévue le 26 octobre sera pire que la précédente", a-t-il ajouté, estimant que son retrait implique que l'élection du 26 octobre doit être "annulée" et qu'un nouveau processus électoral doit être organisé à une date ultérieure.

Les réelles implications de ce retrait sont toutefois pour l'heure incertaines, et devraient faire l'objet d'une âpre bataille sur l'interprétation des textes de loi.

500 000 LA POLLUTION de l'air provoque toujours plus de 500 000

décès prématurés par an sur le continent européen malgré une légère amélioration, a indiqué mercredi l'Agence européenne pour l'environnement dans son rapport annuel.

POUR FAIRE FACE À LA CRISE

Une nouvelle approche économique et financière

La crise des prix du baril de pétrole sur le marché mondial, les difficultés de trésorerie qui en découlent pour l'Algérie au regard de la baisse de ses revenus tirés de la manne des hydrocarbures n'ont pas assoupli la volonté du gouvernement d'aller encore plus loin dans la voie du progrès et du bien-être. L'analyse des conséquences de cette crise sur l'économie nationale s'est imposée afin de faire la distinction entre les effets à court et long termes. Au cours de ces trois dernières années, ils ont réduit la croissance économique du pays. La vraie question n'est pas de savoir si l'Algérie est touchée par la " crise mondiale ", qui est en fait la crise générale de la mondialisation, mais si le système national économique permet de mieux supporter ses conséquences, auxquelles les pays n'échappent pas entièrement, comme tous les pays qui ont une économie ouverte et dépendante des hydrocarbures.

EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE ET ÉQUITÉ SOCIALE

Touchée par la crise, l'Algérie l'est, " mais nous ne sommes pas nous-mêmes en crise ". Ainsi s'exprimait, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse au Parlement. Cette opinion est largement confirmée par le Plan d'action du gouvernement, qui, grâce à une analyse d'une remarquable précision, aspire à sauvegarder et à consolider la dynamique de croissance développée durant les dernières années, tout en veillant à préserver et à affiner la politique de justice sociale.

Une nouvelle approche du développement qui concilie l'efficacité économique et l'équité sociale. Dans cet esprit, le gouvernement, conscient des limites d'une stratégie de croissance assise principalement sur la seule dépense publique, marque sa détermination à transformer le " régime de croissance " en l'orientant vers le développement des secteurs productifs de richesses et de valeur ajoutée et d'emploi, gage de diversification de l'économie nationale fortement dépendante des hydrocarbures. En effet, l'Algérie résiste depuis trois années à l'effondrement de ses recettes d'exportations des hydrocarbures ainsi qu'à une baisse de plus de 50 % des revenus de la fiscalité pétrolière. Une résistance qui a été possible grâce aux mesures financières prises par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. Des mesures qui ont

entrepris à promouvoir le développement durable sous le chapiteau de la sauvegarde de l'indépendance financière du pays loin des injonctions du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Des mesures qui ont consolidé l'enchaînement des performances et ce, en dépit des chocs externes. La vision partagée de cette nouvelle approche du développement fait dire au gouvernement qu'il adoptera une démarche budgétaire rénovée adossée à une stratégie de diversification de l'économie nationale visant à associer une croissance soutenue et viable dans laquelle un rôle prépondérant sera conféré aux micros, petites, moyennes entreprises et start-up, dont le retour sur l'investissement et l'impact sur la création de richesses et d'emplois sont plus rapides. Dans ce cadre, des adaptations budgétaires graduelles et une meilleure maîtrise des dépenses publiques seront opérées en remplaçant les dépenses à des niveaux normatifs afin d'assurer la soutenabilité de la politique budgétaire, tout en préservant le caractère social de l'économie nationale.

EXERCICE DE MISE EN COHÉRENCE

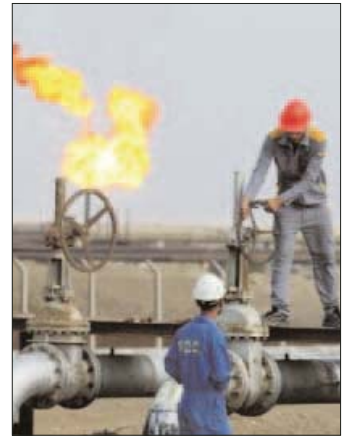
Ici, il s'agit pour le gouvernement de mettre un exercice de mise en cohérence de qui est dans le texte de la Loi de finances 2018 avec les annonces et les engagements contenus dans son plan d'action. A ce sujet, il est évident que la Loi de finances 2018, est tout à fait en cohérence avec les éléments stratégiques du plan d'action du gouvernement. Pour preuve, une révision des mécanismes d'élaboration, de composition, de suivi et de financement du programme d'équipement sera entreprise visant la réhabilitation des principes de " rendement de l'investissement " et de son efficacité, la réallocation des ressources budgétaires vers les facteurs clés d'une croissance endogène, la diversification des sources de financement sur une base transparente. Pour le budget de fonctionnement, l'effort de rationalisation préservera les dépenses incompressibles, tiendra compte des spécificités de chaque secteur permettant de préserver le bon fonctionnement des services et la couverture en termes de transferts sociaux aux populations démunies ainsi que les produits et services de base. Aujourd'hui, en dépit de la crise actuelle, l'Algérie avec une taille illimitée de ses ressources naturelles immenses, d'une population jeune, l'Algérie est capable d'édifier

à grands pas une société économique très avancée, s'appuyant sur un développement conjoint de l'industrie et de l'agriculture, induisant un développement social et culturel, avec, au centre du travail et du renouveau national, toujours, l'impératif invariable : " Tout au nom du citoyen, tout pour le bien du citoyen ". Mais sans perdre de vue que tout cela doit se développer dans un contexte de contradiction croissante de l'économie mondiale qui continue à connaître une crise grave. Sa généralisation peut faire craindre des tensions de plus en plus fortes dans toutes les régions du monde. Ainsi que tendent à le démontrer les prises de positions économiques agressives des pays développés, chefs de file de l'impérialisme économique, monétaire et financier.

LES OBJECTIFS CIBLES SUR LA PÉRIODE 2020-2030

De cela l'Etat algérien est pleinement conscient qui, par la voix de son gouvernement, a rappelé qu'il y a lieu de travailler dans les conditions de la crise générale de la mondialisation, de la durée de la chute drastique des prix du baril de pétrole sur le marché mondial, qui va s'approfondissant, de l'aggravation sensible de la tension internationale et de la tendance accrue du terrorisme au niveau régional et international. Une somme de facteurs et de phénomènes à agir contre la volonté des Etats et des peuples de vivre dans la paix, la compréhension et le développement socio-économique porteur de bien-être.

Il n'y a aucune garantie que ces facteurs et phénomènes n'évolueront pas vers une plus grande exacerbation. Ce qui contraint le gouvernement de M. Ahmed Ouyahia à rechercher des solutions adéquates et à être prêt à impacter leurs effets sur l'économie nationale. Une dimension économique à satisfaire les besoins sociaux, culturels, développer le potentiel humain social dans une vision globale articulant les différentes réalités de la société algérienne. Une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et porteur d'innovation, c'est-à-dire, un réel exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de gérer convenablement les affaires du pays, ses besoins à tous les niveaux. Pratiques et mesures mises en avant dans le plan d'action du gouvernement. Donc des mesures qui peuvent contribuer à avancer la nécessité et l'utilité du nouveau modèle de croissance. D'où



l'importance stratégique de ce modèle de croissance à l'instauration d'une dynamique d'accumulation bien ciblée, apparaît aussi indispensable pour un regard débarrassé de complexes et de préjugés peut aider à découvrir et à mettre en avant des solutions appropriées et originales.

Dans cette optique, le plan d'action du gouvernement fixe des objectifs ciblés à atteindre sur la période 2020-2030, lesquels se déclinent comme suit : une croissance du PIB hors hydrocarbures de 6,5 % par an sur la période 2020-2030 ; une multiplication par 2,3 fois du revenu du PIB par habitant ; le doublement de la part de l'industrie manufacturière, en termes de valeur ajoutée pour atteindre 10 % du PIB à l'horizon 2030 ; la modernisation du secteur agricole permettant d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et de réaliser son potentiel de diversification des exportations ; la division par deux du taux de croissance annuel de la consommation interne d'énergie pour se situer autour de 3 % à 4 % par an à l'horizon 2030 ; grâce à un nouveau modèle énergétique basé sur la rationalité et l'efficacité énergétique ; la diversification des exportations permettant de soutenir le financement de la croissance économique accélérée.

Ammar Zitouni

Post scriptum

Par B. Chellali

"Chacun de nous conviendra qu'il n'y a ni développement ni bien-être lorsque la sécurité est absente, lorsque la stabilité d'un pays est remise en cause, ou lorsque l'unité d'une nation est atteinte. Notre histoire récente nous a dououreusement appris cela et l'actualité à travers le monde nous en donne aussi de nombreuses preuves. Voilà pourquoi le gouvernement ne ménagera aucun effort pour préserver la sécurité et la paix civile qui sont des fruits précieux de la Réconciliation nationale. Nos forces de sécurité, à leur tête l'Armée Nationale Populaire, bénéficieront de tout l'appui nécessaire pour poursuivre la lutte contre le terrorisme, pour combattre la criminalité transfrontalière, et pour préserver l'intégrité du territoire national", a souligné avec force détails le Premier ministre, Ahmed Ouyahia lors de son passage récent devant l'APN pour la présentation du plan d'action du gouvernement. Les considérations qui, sur point, développées par Ouyahia, impose une initiative originale, audacieuse et une mobilisation accrue, dans la seule considération de l'intérêt national. L'essentiel est de parvenir au plus vite, c'est une urgence à tirer les leçons des conséquences douloureuses vécues par l'Algérie durant la décennie noire, une per-

ception de l'évolution de la société. Cela explique le fait que la détermination du gouvernement se termine par un élan d'espoir et sur une justification profondément assumée de ses charges qu'il s'est engagé d'assumer pour la préservation de la paix, la sécurité et la poursuite du développement socio-économique. Il est donc bien facile pour tout un chacun de comprendre cette nécessité, mais surtout, à interroger les lignes de force saines et neuves qui se dessinent dans le pays.

Mais faut-il en rester là ? Non. Ce serait la stagnation et l'immobilisme. C'est alors que s'impose dans le cadre de la Réconciliation nationale un sursaut de l'intérêt national. Et pour cela : les aspirations légitimes du peuple algérien à un bien-être continu dans la paix et la sécurité impliquent des choix pertinents consensuels et un nouveau pacte socio-politique. Cependant, la dégradation continue de l'environnement politique, la manipulation, l'intox et les faux préjugés interpellent avec urgence, à un changement de mentalité et de comportements aux fins d'une exploitation durable et responsable de la stabilité du pays pour aller de l'avant vers le progrès et la prospérité. Les efforts socio-économiques, politiques et démocratiques consentis par l'Algérie et les résultats enregistrés

ne doivent pas être hypothéqués par des comportements politiques inadéquats, comme gagé d'une ouverture pour la cohésion de toutes les forces politiques et sociales du pays. Tel est le sens du message délivré par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, tel est aussi le sens du processus de la responsabilité prise par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika qui a placé la Réconciliation nationale au cœur de l'agenda de la collectivité nationale, à savoir : le parachèvement de la réconciliation nationale pour la stabilité du pays ; le renforcement et la modernisation de l'Etat au service des citoyens et que vient de légaliser la nouvelle Constitution amendée ; la poursuite d'un développement économique soutenu et durable ; et enfin la mise en œuvre d'une politique socio-culturelle à la mesure des ambitions nationales. Complété par une politique de Défense nationale adaptée et une politique étrangère marquée par la constance, le programme politique du chef de l'Etat auquel le peuple algérien adhère sans équivoque est le témoin des efforts déjà consentis pour un élan durable vers le progrès, à l'abri des renversements de conjoncture, permettant à l'Algérie d'être en rendez-vous de l'avenir. Depuis son engagement dans le renouveau national, l'Algérie a

entrepris différentes initiatives et réformes visant à promouvoir le développement durable qui se sont traduites par des politiques sectorielles dont les problèmes de coordination ont encouragé les performances, et des aménagements institutionnels opérés. En outre, l'évidence d'une vision partagée de la stabilité du pays, se veut à présent un moyen de mobilisation suffisante des énergies et des ressources pour une opérationnalisation conséquente de l'économie nationale et de la sphère sociale. Il s'agit d'un ensemble de mécanismes qui visent à promouvoir l'unité entre les Algériens en créant un bien-être pour tous.

En pratique, cette politique de renouveau national met en relief les efforts de l'Etat pour maîtriser le développement du pays en utilisant le langage d'unité et d'intégration sociale, tout en cherchant à consolider au mieux et davantage le principe de la démocratie. Les politiques appliquées jusqu'ici recueillent un large soutien au sein de la population, particulièrement au bas de l'échelle sociale, ce qui donne une justification morale et gant de fer avec lequel le Premier ministre, Ahmed Ouyahia défend la paix, la sécurité et la réconciliation nationale. Condition d'instauration d'un Etat de droit et de justice sociale. Il s'agit de parvenir à une

stabilité réelle tant sur le plan politique qu'économique, social et culturel, et impose un contexte nouveau de changement socio-économique, socio-politique véritable. Cela s'impose comme des conditions préalables à la réalisation du projet de société. Cela détermine donc la stratégie d'alliance nationale. Si on veut atteindre tous les objectifs susvisés on ne peut que s'unir, ans l'immédiat, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia appelle à la mobilisation autour de sept revendications qu'il juge pressantes : conforter la stabilité du pays ; enraciner davantage la démocratie apaisée ; poursuivre le développement de la croissance économique, valoriser le capital humain national ; conforter le progrès de notre société ; et consolider les liens de l'Algérie avec ses enfants à l'étranger. Pour s'y faire, le gouvernement compte mener sa mission en investissant les efforts autour de quatre axes : La préservation de la sécurité, de la stabilité et de l'unité nationale, y compris avec le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit et avec la modernisation de la gouvernance. La sauvegarde de l'indépendance financière du pays. L'intensification du développement économique dans tous les domaines. Et la consolidation du progrès social et de la solidarité nationale.

B. C.